

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



Faculté des Sciences Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des Sciences Economiques

MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Economie Quantitative

L'INTITULE DU MEMOIRE

Analyse de l'effet de l'inflation sur la croissance économique au sein de l'UEMOA, modèle de régression linéaire en économétrie des données de panel (2010-2022)

Préparé par :

- Abdoulaye Inoussa Mohamadou
- ML Abari Ahmet

Dirigé par :

Dr RAFIKA ZIDAT

Date de soutenance : Le 19 Juin 2023

Jury :

Président : **Dr SOUMAN**

Examineur : **Pr MOUFOUK**

Rapporteur : **Dr RAFIKA ZIDAT**

Dédicaces

A mes parents, Abdoulaye Inoussa & Kadi Soumana, pour tous leurs sacrifices, leur amour, leurs soutient et leurs prières tout au long de mes études,

A mes chers frères et sœurs pour leurs encouragements permanents, et leurs soutient moral,

A toutes ma famille pour leur soutient tout au long de mon parcours universitaires,

Merci d'être toujours là pour moi.

Mohamadou

Ce travail je le dédie en premier à mes deux parents ML ABARI ELC CHATIMA et ZEINEIDOU HADIZA, d'avoir assurés leurs responsabilités en tant que parents, mes frères et sœurs et à ma famille, en deuxième à ce pays (Algérie) et à tout ce qui m'ont permis d'être à ce niveau.

Merci !

Ahmet

Remerciements

Tout abord, nous tenons à remercier Le Tout Puissant **ALLAH** de nous avoir permis d'accomplir ce modeste travail.

Nous remercions nos parents pour leur soutien et leurs encouragements permanent tout au long de nos études.

Nous tenons aussi à remercier particulièrement, DR **RAFIKA ZIDAT** pour sa disponibilité, son soutien, ses conseils et surtout pour l'encadrement de qualité dispensé.

Sans oublier Dr **NASSIRA AMIA**, pour les conseils et la qualité rédactionnelle du mémoire.

Enfin nous remercions toute l'équipe pédagogique du département d'économie pour le savoir transmis tout au long de notre cursus académique.

Liste des abréviations

3N : les Nigériens Nourrissent les Nigériens

ACP : Analyse en Composante Principale

AMF-UEMOA : Autorités des Marchés Financiers de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine

BAD : Banque Africaine de Développement

BCE : Banque Centrale de l'Europe

BCEAO : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

BOAD : Banque Ouest Africaine de Développement

BRVM : Bourse Régionale des Valeurs Mobilières

EDEN : Entrepôt des Données Economique et Financière

FAO : Food and Agriculture Organization

FCFA : Le Franc de la Communauté Financière en Afrique

FED : Reserve Fédérale

FMI : Fond Monétaire International

IDE : Investissement Direct Etranger

IHPC : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

IMP : Importations

INF : Taux d'Inflation

INS : Institut Nationale des Statistiques

IPC : Indice des Prix à la Consommation

MCG : Moindre Carré Généralisé

MCO : Moindre Carré Ordinaire

ONU : Organisation des Nations Unies

PAP : Plan d'Action Propriétaire

PED : Pays En voie de Développement

PIB : Produit Intérieur Brut

PIBr : Produit Intérieur Brut réel

PND : Programme National pour le Développement

PNDES : Plan National pour le Développement Economique et Social

PNIASA : Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire

PSE : Plan pour le Sénégal Emergent

PUDC : Programme d'Urgence de Développement Communautaire

PUS : Programme d'urgence pour le Sahel

R&D : Recherche et Développement

RCTTES : Recettes Totales

SOAC : Système Ouest Africain d'Accréditation

UEMOA : Union Economique Monétaire Ouest Africaine

WTI : West Texas Intermediate

Sommaire

Introduction générale.....	1
CHAPITRE 1 : Cadre théorique de l'inflation et de la croissance économique	4
Introduction :	5
SECTION 1 : Cadre conceptuel de l'inflation	5
SECTION 2 : Cadre conceptuel de la croissance économique	8
SECTION 3 : Revue de littérature sur le lien entre la croissance économique et l'inflation... 16	
CHAPITRE 2 : Inflation et croissance économique dans l'union économique monétaire ouest africaine (UEMOA).....	21
Introduction	22
SECTION 1 : Aperçu général sur l'union économique monétaire ouest africaine	22
SECTION 2 : Evolution de l'Inflation dans la zone de l'union monétaire ouest africaine (UEMOA).....	24
SECTION 3 : Evolution de la croissance économique dans la zone de l'union monétaire ouest africaine (UEMOA).....	30
SECTION 4 : Evolution macroéconomiques des Etats membres de l'union économiques et monétaire ouest africaine (UEMOA)	33
Conclusion.....	45
CHAPITRE 3 : Analyse empirique de lien entre l'inflation et la croissance économique dans la zone de l'union économique monétaire ouest africaine (l'UEMOA) de 2010-2022	46
SECTION 1 : Analyse en composantes principale (ACP).....	47
SECTION 2 : Présentation des données et Méthodologie	49
SECTION 3 : Présentation et estimation des modèles	58
Conclusion générale	65

Introduction générale

Introduction générale

La croissance économique, est défini par **D. North (1990)** comme " Un processus évolutif de changement structurel qui résulte de l'interaction entre institutions, technologies et incitations, favorisant l'accumulation du capital et l'amélioration de la productivité¹.", elle représente un objectif et un des facteurs économiques illustrant la prospérité d'une région ou d'un pays. L'inflation, quant à elle, se définit d'après **P. Volcker (1987)**, comme « Une maladie économique qui détruit la confiance, réduit le pouvoir d'achat des ménages et entrave la stabilité économique à long terme. », elle résulte, en général, d'une mauvaise politique monétaire. Dans le cas de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), qui regroupe huit pays de la région ouest-africaine, l'analyse de l'inflation et de la croissance économique revêt une importance particulière. Au cours de la période allant de 2010 à 2022, il serait pertinent d'étudier l'évolution de ces variables afin de comprendre les relations entre elles et d'identifier les facteurs qui ont influencé la performance économique de la région au cours de cette période.

De plus l'étude de l'inflation et de la croissance économique dans l'espace UEMOA présente un intérêt spécifique et pratique. D'une part, l'UEMOA est confrontée à des défis économiques et monétaires importants, et l'analyse de l'inflation et de la croissance économique peut aider à comprendre les dynamiques économiques de la région et à formuler des politiques économiques appropriées. D'autre part, l'utilisation de l'approche en données de panel permet d'exploiter les avantages de l'analyse économétrique sur un échantillon de pays sur une période de temps donnée, offrant ainsi des informations précieuses sur la relation entre l'inflation et la croissance économique dans l'UEMOA.

De ce fait, la problématique centrale de cette étude est la suivante : quel est l'impact de l'inflation sur la croissance économique dans l'espace UEMOA ? Comprendre cette relation est essentiel pour identifier les mécanismes économiques à l'œuvre dans la région et pour formuler des politiques monétaires et fiscales appropriées pour promouvoir une croissance économique stable et durable.

En effet, plusieurs études ont abordé la relation entre l'inflation et la croissance économique dans divers contextes. Certaines recherches comme celle de de **R. Barro (1995)** "Monetary Policy and the Well-Being of the Poor" et de **S. Fischer (1993)** "The Role of Macroeconomic Factors in Growth" ont soutenu l'idée d'une relation négative entre l'inflation et la croissance

¹North. D (1990), « Institutions, institutional change and Economic Performance ».

Introduction générale

économique, mettant en évidence les effets néfastes de l'inflation sur l'investissement, la consommation et la stabilité économique. D'autres études comme celles de **C. Romer & D. Romer** "Inflation and Economic Growth" (1994) et de **J. Taylor**, intitulée "Discretion versus Policy Rules in Practice" (1993) ont suggéré une relation plus complexe, mettant en avant des seuils d'inflation au-delà desquels les effets négatifs deviennent plus prononcés. Dans le cas spécifique de l'UEMOA, il est essentiel de mener une analyse empirique pour mieux comprendre la relation entre l'inflation et la croissance économique dans cette région.

Dans le cadre de cette étude, nous formulons les hypothèses de travail suivantes : premièrement, nous supposons qu'une relation négative existe entre l'inflation et la croissance économique dans l'UEMOA, reflétant les effets néfastes de l'inflation sur les décisions d'investissement et de consommation. Deuxièmement, nous supposons que des seuils d'inflation existent au-delà desquels les effets négatifs de l'inflation sur la croissance économique deviennent plus préjudiciables.

Pour répondre à la problématique posée, nous utiliserons une approche en données de panel. Nous allons collecter des données macroéconomiques pour les huit pays de l'UEMOA sur la période de 2010 à 2022. Nous appliquerons ensuite une régression linéaire en données de panel pour estimer l'impact de l'inflation sur la croissance économique, en associant à l'inflation d'autres variables macroéconomiques pertinentes telles que : les recettes totales et les importations. Cette méthodologie nous permettra d'obtenir des résultats empiriques robustes et de formuler des conclusions éclairées sur la relation entre l'inflation et la croissance économique dans l'UEMOA.

Au fil de cette étude, nous essayerons de répondre à la problématique à travers trois chapitres étayés comme suit :

Dans le premier chapitre, divisé en trois sections, dans les deux premières sections nous définirons dans un cadre conceptuel l'inflation et la croissance économique et ensuite dans la dernière section nous rédigerons une revue littéraire sur le lien entre la croissance économique et l'inflation.

Ensuite dans le deuxième chapitre, à travers quatre sections, nous décrirons les spécificités économiques de la région de l'UEMOA qui peuvent façonner la relation entre la croissance économique et l'inflation sur une période allant de 2010 à 2022.

Introduction générale

Le dernier chapitre, subdivisé en trois sections, sera dédié à une analyse empirique de l'inflation et de la croissance économique dans l'UEMOA. Dans la première section nous ferons une ACP qui nous permettra d'éliminer certaines variables non pertinentes ou redondantes, la seconde section est basée sur la présentation des données et la méthodologie à adopter et la troisième section sera marquée par la spécification et l'application en données de panel.

Enfin, nous formulerons des recommandations pour des politiques économiques appropriées qui favoriseraient la stabilité des prix et une croissance économique durable dans cette union économique et monétaire ouest-africaine.

Chapitre 1 : Cadre théorique de l'inflation et de la croissance économique

Chapitre 01 : Cadre théorique de l'inflation et de la croissance économique

CHAPITRE 1 : Cadre théorique de l'inflation et de la croissance économique

Introduction :

La croissance économique et l'inflation sont deux concepts clés dans le domaine de l'économie. Elles sont souvent étudiées et analysées pour comprendre et évaluer la santé d'une économie. Le premier fait référence à l'augmentation de la production des biens et services dans une économie sur une période donnée tandis que la deuxième fait référence à la hausse générale et continue des prix des biens et services dans une économie.

Dans ce premier chapitre, nous allons aborder dans le cadre théorique l'inflation, la croissance économique et la relation qui existe entre les deux phénomènes à travers des pensées, des théories de certains économistes.

SECTION 1 : Cadre conceptuel de l'inflation

L'inflation est un phénomène économique très important qui se traduit par une dépréciation de la monnaie ; une inflation élevée crée une incertitude économique et une instabilité financière ce qui rend difficile la planification économique à long terme.

Cette section s'intéressera à ce phénomène courant dans la vie quotidienne, l'inflation, sa définition, sa mesure, ses causes et conséquences.

1.1 Définitions et concepts de l'inflation

Etymologiquement le terme inflation provient du latin « inflatio » qui signifie gonflement, dilatation, et issu du verbe « flare » qui signifie souffler. L'inflation est un phénomène de la période mercantiliste (bullionisme), avec l'arrivée des métaux précieux des Amériques provoquant en Europe une forte hausse de prix. Jusque dans les années 1960, l'inflation désigne l'excès de moyen monétaire par rapport à l'offre (phénomène dont la hausse de prix et la perte du pouvoir d'achat de la monnaie résultent). Ainsi, **GAEL FAIN** définit en 1956 l'inflation comme « un excès de la demande solvable sur l'offre. La hausse de prix en étant la conséquence. » "*Le Dictionnaire des Sciences Economiques*" PUF 1956.

D'une manière générale, nous pouvons définir l'inflation comme la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable de prix. Elle correspond à une augmentation générale de prix des biens et services dans une économie (par exemple nationale). Selon le rythme et l'intensité de la hausse de prix, l'inflation peut être, basse

Chapitre 01 : Cadre théorique de l'inflation et de la croissance économique

inflation (< 3%/ an), rampante (< 9%/ an), galopante (taux à deux chiffres) ou une hyperinflation (taux à trois chiffres).

1.2 Mesure de l'inflation

L'inflation fait référence au taux auquel le niveau général de prix des biens et des services augmente, et est généralement mesurée à l'aide d'un taux de l'inflation. Il existe plusieurs méthodes pour mesurer l'inflation, mais l'approche la plus courante consiste à utiliser un indice de prix tel que l'indice de prix à la consommation (IPC), qui suit le prix d'un panier des biens et des services au fil du temps.

Pour calculer l'IPC, un échantillon représentatif des biens et services consommés par les ménages est sélectionné et le prix de ses articles sont suivis dans le temps. Les variations de ces prix sont ensuite pondérées en fonction de la part de dépense totale que représente chaque article, et l'indice qui en résulte est utilisé pour calculer le taux d'inflation. L'autre indice de prix utilisés pour mesurer l'inflation est le déflateur du PIB.

Il convient de noter que l'inflation peut être mesurée à l'aide des différentes années de références, ce qui peut affecter le taux d'inflation déclaré. De plus l'inflation peut être mesurée à différents niveaux comme au niveau national et au niveau régional. Dans l'ensemble, la mesure de l'inflation est un outil important pour comprendre l'évolution du coût de la vie, la croissance économique et l'efficacité de la politique monétaire.

1.3 Causes et conséquences de l'inflation

1.3.1 Les causes de l'inflation

Rappelons qu'on parle d'inflation lorsque le niveau général des prix augmente, c'est à dire lorsqu'en moyenne tous les prix des biens et services d'une économie augmente de façon persistante. On distingue les causes réelles et les causes monétaires de l'inflation.

1.3.1.1 Les causes réelles de l'inflation

L'inflation peut tout d'abord être une « inflation par la demande ». Dans ce cas, la hausse générale² des prix provient du fait qu'en moyenne sur le marché des biens et services, la demande est supérieure à l'offre, entraînant une hausse de prix. Ceci peut se produire si les

² Matouk BELATTAK, « Economie générale », office de publication universitaires, Algérie, 2017, p.272

Chapitre 01 : Cadre théorique de l'inflation et de la croissance économique

entreprises fonctionnent en pleine capacité et non pas encore réalisées les investissements leur permettant d'accroître leur capacité de production.

L'inflation peut également être une « inflation par le coût ». Dans ce cas, la hausse de prix des biens et services provient de la hausse des facteurs de production, laquelle augmente le coût de production et se répercute sur le prix des ventes. Il peut s'agir d'une hausse des matières premières et de l'énergie ou d'une hausse de salaire.

L'inflation peut aussi être une « inflation importée ». Dans ce cas, la hausse des prix des biens et services résulte de l'augmentation des biens importés qu'ils aient des matières premières des biens semi-finis ou des produits finis.

L'inflation peut enfin être une inflation induite par des éléments structurels (ou par les structures économiques et sociales) dans ce cas, l'inflation peut être induite par un état donné de la structure de marché, ce qui signifie que la hausse de prix s'explique par les conditions de formation de prix sur le marché et dans les secteurs économiques. 'En particulier, d'après **REMOND BARRE**, les prix résultent des situations des concurrences imparfaites dans l'industrie où le prix est fixé par le pouvoir public dans le secteur agricole. En effet, certains prix peuvent être qualifiés des « prix administrés » car ils sont davantage fixés non pas par les ajustements de libres marchés mais par les décisions des firmes ou de considération politique.'

1.3.1.2 Causes monétaires de l'inflation

Pour certains économistes tels que **IRVING FISHER** et **MILTON FRIEDMAN** de l'école de Chicago, la seule source d'inflation durable possible est monétaire, les causes réelles n'entraînent qu'une inflation transitoire l'inflation à une origine monétaire, lorsque la quantité de monnaie dans l'économie augmente plus vite que la quantité des biens et services produite. Pour les tenants de la neutralité de la monnaie, les prix sont proportionnels à la quantité de monnaie dans l'économie. Si la quantité de monnaie dans l'économie augmente alors que la quantité des biens produits n'a pas varié, la conséquence est une hausse du niveau général du prix. C'est pourquoi les autorités monétaires, qu'ils aient de la FED américaine ou de la banque centrale européenne (BCE), cherchent à contrôler étroitement la masse monétaire et donc la création monétaire, afin d'éviter une trop forte inflation. Comme nous savons que le crédit est une source de la création monétaire. Ceci nous permet de comprendre pourquoi la BCE a récemment augmenté le taux d'intérêt, dans le but de freiner les demandes de crédit est

Chapitre 01 : Cadre théorique de l'inflation et de la croissance économique

ainsi d'éviter une augmentation de l'inflation d'origine monétaire. Notons que dans une perspective keynésienne, la hausse du taux d'intérêt réduit l'investissement est donc la demande globale, risquant ainsi d'entraîner une hausse de chômage.

SECTION 2 : Cadre conceptuel de la croissance économique

La croissance économique est un indicateur important pour évaluer la santé et le développement d'un pays. Elle mesure la variation de la production totale de biens et services (PIB) dans une période donnée pour une économie.

Dans cette section nous allons aborder dans un cadre théorique la croissance économique et ses facteurs.

2.1 Définitions et concepts de la croissance économique

Nous entamerons la notion de croissance par un certain nombre de définitions de quelques auteurs. La croissance concerne souvent les grands agrégats économiques. Elle constitue, de ce fait, un phénomène quantitatif, car susceptible d'être mesurer.

Pour **A. Silem**, la croissance économique est l'augmentation durable en termes réels d'un indicateur de la performance économique. Selon **Bourdonne et Martos**, la croissance économique est un processus complexe auto-entretenu d'évolution à long terme qui se traduit par un accroissement de dimension caractéristiques de l'économie et par une transformation de structure de la société. Elle est mesurée par les variations de production exprimée en volume (PIB réel à prix constants). Quant à François Perroux, la croissance économique est l'augmentation soutenue durant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension : pour une nation, le produit global brut ou net, en terme réels. Par contre, Simon Kuznets va au-delà et affirme qu'il y a croissance lorsque la croissance du PIB est supérieure à la croissance de la population.³

En effet, la croissance économique est historiquement liée au développement économique. Le premier est par définition de nature quantitatif, le second est d'ordre qualitatif, peut être perçu comme un processus de changement profond et durable des structures économiques, sociales et culturelles. Ces changements des structures constituent pour **Restow**, les différentes étapes conditionnant d'abord l'apparition d'une croissance, ensuite sa généralisation. En outre, à long terme, l'effet durable de ces changements de dimension se manifestent presque toujours

³ Matouk BALATTAF, « Economie générale », office de publication universitaire, Algérie, 2017, p.229

Chapitre 01 : Cadre théorique de l'inflation et de la croissance économique

par des modifications structurels, exode rural, développement de l'industrie puis tertiairisation, ouvertures des économies, déplacement des activités, avec l'extension des unes et l'apparition des autres, modification de l'espace économique, changement des qualifications, et enfin, réorganisation continue des structures sociales, économiques et démographiques.

2.2 Mesure et cycles de la croissance économique

Dans les points suivants, nous allons expliquer les cycles de la croissance économiques, ensuite nous aborderons comment mesurer la croissance économique.

2.2.1 Mesure de la croissance économique

La croissance économique est généralement mesurée par l'utilisation d'indicateurs économiques dont le plus courant est le produit intérieur brut (PIB). Il offre une certaine mesure quantitative du volume de la production. Afin d'effectuer des comparaisons internationales, on utilise également la parité du pouvoir d'achat qui permet d'exprimer le pouvoir d'achat dans une monnaie de référence. Pour éviter le problème dû à l'augmentation de prix, la croissance est calculée en monnaie constante (hors inflation), le PIB étant corrigé de l'augmentation de l'indice de prix. Ceci nous permet de calculer une croissance en volume :

$$\text{Croissance} = [PIB_n - PIB_{n-1}] / PIB_{n-1}$$

L'indicateur du PIB reste cependant imparfait comme mesure de la croissance économique. Il est l'objet de plusieurs critiques : il ne mesure ainsi pas, ou mal l'économie informelle.

2.2.2 Cycles de la croissance économique

Le cycle est un phénomène caractérisé par une succession de phase de hausse puis de baisse de la production. Un cycle comprend quatre phases :

- **L'expansion** : c'est la phase ascendante du cycle qui s'accompagne d'un accroissement de la production, des investissements, des salaires ; des prix et l'emploi
- **La crise** : c'est le point de retournement du cycle qui se traduit par une crise boursière, une chute des investissements, essoufflement de la demande.⁴

⁴ Matouk BALATTAF, « Economie générale », office de publication universitaire, Algérie, 2017, p.244

Chapitre 01 : Cadre théorique de l'inflation et de la croissance économique

- **La récession** : c'est la descendante du cycle. Elle se caractérise par un ralentissement de l'activité économique. Si ce ralentissement est très important on parle alors de dépression.
- **La reprise** : elle correspond au deuxième point de retournement du cycle et annonce une nouvelle période d'expansion.

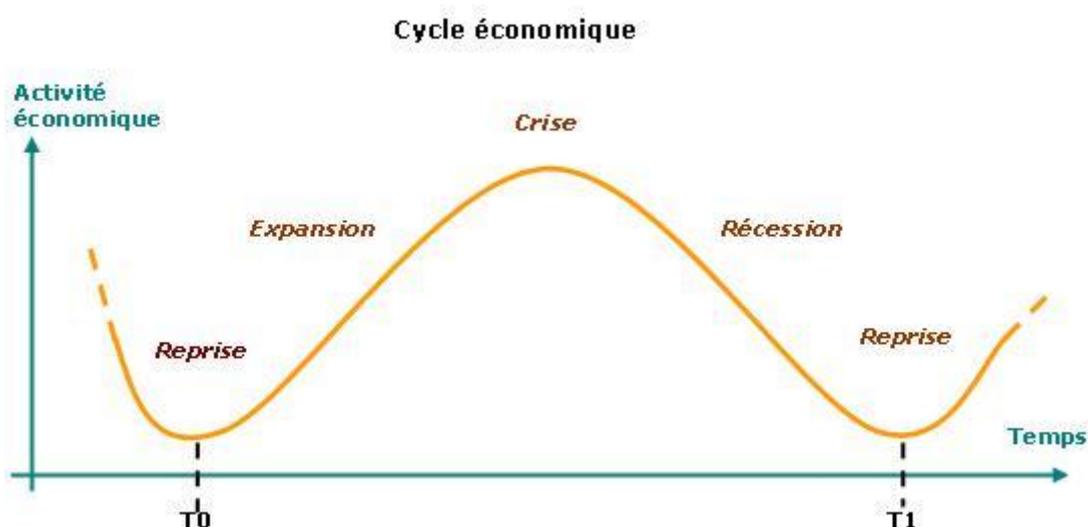


figure 1 : le cycle économique

Source : <https://www.maxicours.com/se/cours/l-expansion-et-la-recession-economique/>

- En effet, des nombreux auteurs et spécialistes ont mis en évidence plusieurs types de cycle généraux selon leur durée comme le **cycle de Kondratiev** (long de 40 à 60ans), Le **cycle de Juglar** (de 6 à 10ans), Le **cycle de WHEELER** (de 100 ; 500 et 1000ans)

2.3 Les théories et croissance économique

Etant donné que l'analyse de la croissance porte sur l'évolution de la production sur le long terme, le point de départ de la plupart des modèles de croissance est la caractérisation de processus de production par la définition des différents facteurs susceptibles de l'influencer. Une fois ces facteurs identifiés, on se propose de rendre leur compte de comportement dans afin de trouver des facteurs explicatifs des mouvements ou de la dynamique économique. De ce fait deux théories se dégagent sur les sources de la croissance économique : la théorie endogène et la théorie exogène.

Chapitre 01 : Cadre théorique de l'inflation et de la croissance économique

2.3.1 Théorie exogène de la croissance économique :

En effet, durant les « trente glorieuses » ont été ponctuel par une importante réflexion sur la croissance ; les keynésiens **Harrod** et **Domar** ont proposé un modèle qui en évidence les caractères instables d'une croissance équilibrée et les néoclassiques Solow et Swan ont proposé la caractérisation d'un processus de croissance équilibrée et stable dans le long terme. Ces modèles postulent que la croissance dans le long terme et le résultat de l'action de force qui affecte le système économique départ l'extérieure, en d'autres termes, la principale variable explicative de la croissance économique dans le long terme est exogène, c'est le progrès technique.

- Le modèle **Harrod-Domar** est une théorie de la croissance économique qui explique la relation entre la croissance économique et les taux d'épargne et d'investissement dans une économie. Il a été proposé pour la première fois indépendamment par les économistes Roy F. **Harrod** et **Evsey Domar** à la fin des années 1930 et au début des années 1940.

Le modèle est basé sur l'idée que pour qu'une économie se développe, elle doit augmenter son stock de capital. Cela peut être réalisé soit en investissant une partie de la production de l'économie dans de nouveaux capitaux, soit en recevant des investissements extérieurs à l'économie. Le modèle **Harrod-Domar** suggère que le taux de croissance d'une économie est directement proportionnel au montant des investissements réalisés dans de nouveaux capitaux.

Le modèle suggère également que le taux d'épargne dans une économie est un déterminant clé de son taux de croissance. Selon le modèle **Harrod-Domar**, un taux d'épargne plus élevé entraîne un niveau d'investissement plus élevé, qui à son tour conduit à un taux de croissance économique plus élevé.

Le modèle **Harrod-Domar** a eu une influence sur l'élaboration de la politique économique, en particulier dans le contexte des pays en développement, où il a été utilisé pour justifier des politiques visant à accroître les taux d'épargne et d'investissement. Cependant, le modèle a fait l'objet de critiques et de nombreux économistes soutiennent qu'il simplifie à l'extrême les facteurs complexes qui contribuent à la croissance économique.

- **Robert Solow (1956)** a été le premier à proposer un modèle formel de la croissance. D'inspiration néoclassique, ce modèle se fonde sur une fonction à deux facteurs le travail et le capital. La production résulte donc exclusivement de la mise en

Chapitre 01 : Cadre théorique de l'inflation et de la croissance économique

combinaison d'une certaine quantité de capital (moyen de production) et de travail (main d'œuvre).

Le modèle de **Solow** se fonde sur l'hypothèse que les facteurs de production connaissent de rendement décroissant, c'est-à-dire qu'une augmentation de ceci dans une certaine proportion engendre une augmentation dans une proportion plus faible de la production. Il pose également comme hypothèse que les facteurs de production sont utilisés de manière efficace par tous les pays. En posant que la population connaît un taux de croissance que Solow qualifie de « naturel » (non influencé par l'économie). Le modèle de Solow déduit trois prédictions :

- ✚ **Augmentation de la quantité de capital augmente la croissance**
- ✚ **Les pays pauvres auront un taux de croissance plus élevé que les pays riches**
- ✚ **Les économies vont atteindre un point où toute augmentation de facteur de production n'engendra plus une augmentation de la production**

Autrement dit, pour **Solow**, sur le long terme la croissance provient du progrès technique. Toutefois ce progrès technologique est exogène au modèle, c'est-à-dire qu'il ne l'explique pas mais le considère comme donné. Ce constat a incité les économistes à développer des modèles dans lesquels les déterminants de la croissance sont endogènes donc l'apparition de la nouvelle théorie de croissance ou la théorie de croissance endogène.

2.3.2 Théorie endogène de la croissance économique :

Les modèles de croissance endogène intègrent des observations de ce genre dans un certain nombre de domaines, ils cherchent des explications permettant de rejeter les hypothèses d'une productivité marginale décroissante des facteurs de production au niveau macroéconomique sans remettre en cause au niveau de chaque firme afin d'expliquer les caractères auto-entretenus de la croissance. Les rendements des facteurs ne sont pas décroissants au niveau global en raison des externalités liées à l'accumulation en même temps de plusieurs facteurs.⁵

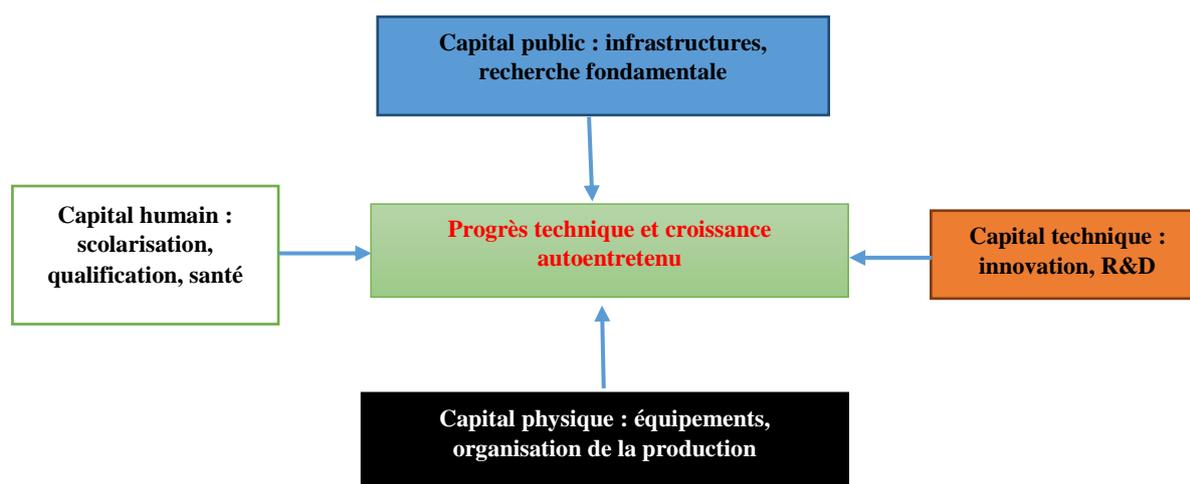
La figure ci-dessous met en évidence les différences de conception et d'appréhensions du déroulement de la croissance entre le modèle de Solow et les modèles dits de croissance

⁵ Alexandre NSHUE Mbo Mokim « la croissance économique, une perspective africaine », L'Harmattan RDC, Paris, 2014, p.165

Chapitre 01 : Cadre théorique de l'inflation et de la croissance économique

A la lecture de cette figure, on comprend bien que les modèles de croissance endogène ne remettent pas fondamentalement en cause l'analyse de Solow, bien au contraire, ils cherchent à l'approfondir en apportant un éclairage sur les facteurs à la base du progrès technique. Dans plusieurs modèles de croissance endogène il suffit de fixer les paramètres de l'économie à des niveaux donnés pour que l'on revienne à la principale conclusion de **Solow** tout en reconnaissant le rôle joué par le progrès technique dans l'explication de la croissance dans le long terme, les théories de croissance endogène soutiennent que l'amélioration de productivité de l'économie est conditionnée par le capital technique, le capital humain, le capital physique et capital public.⁷

Figure 3 : Explication du progrès dans le modèle de croissance endogène



Source : Adapté de Guellec-Ralle (1996)

⁷ Alexandre NSHUE Mbo Mokim « la croissance économique, une perspective africaine », L'Harmattan RDC, 2014, p.167

Chapitre 01 : Cadre théorique de l'inflation et de la croissance économique

Il importe de noter que les conclusions sur lesquelles débouchent les modèles de croissance endogène donnent à la politique économique des nouveaux fondements. En mettant en avant-garde le rôle que jouent certains acteurs économiques dans l'amélioration de la productivité de l'économie (de manière directe ou indirecte par le canal des externalités positives), les modèles de croissance endogène apportent un éclairage en plus dans la conception de politique et stratégies de croissance. Mais étant donné que toute médaille comporte un revers, la principale faiblesse des modèles de croissance endogènes et qu'ils se prêtent difficilement à l'analyse empirique en ce que les facteurs qu'ils mettent en avant-garde pour expliquer le progrès technique (particulièrement les externalités) ne sont pas directement quantifiables ou les sont difficilement.

Le renouveau de l'analyse ne s'est pas limité qu'à un réexamen des facteurs explicatifs de la croissance, il a donné à la politique économique des nouveaux fondements théoriques. Les modèles de croissance endogène ont remis en cause la conclusion standard d'une impuissance de la politique gouvernementale dans la promotion de la croissance (du fait de l'exogénéité du progrès technique, principale déterminant de la croissance dans le modèle de Solow). Toute politique gouvernementale visant à stimuler l'investissement (en capital physique et capital humain) et à promouvoir les activités produisant des externalités positives sur le marché de l'économie devrait avoir une incidence positive sur le taux de croissance de long terme.

Les théories de la croissance endogène procèdent à un dépassement de l'analyse de Solow en ce qu'elles cherchent à expliquer le progrès technique, c'est-à-dire rendre compte de son déroulement afin de justifier ou mieux expliquer les écarts de niveau de performances économiques entre les pays. En mettant en avant-garde les rôles directe et indirecte du capital physique (Romer 1986), l'importance de la R&D (Aghion-Howitt, 1992 et Romer 1990), le rôle de capital humain (Gary Becker et Lucas, 1988) et l'importance des dépenses publiques en capital (capital physique) dans la croissance (Barro, 1990), les théories de la croissance endogène ont conduit à un renouveau de l'analyse de la politique économique. Les conclusions des différentes analyses permettent de dire que l'état pourrait mener à bien une politique de promotion de la croissance dans le long terme. Il faut noter cependant les modèles présentés ci-après ne rendent pas compte de toute la réalité sur le déroulement de la croissance économique.⁸

⁸ Alexandre NSHUE Mbo Mokim « la croissance économique, une perspective africaine », L'Harmattan RDC, Paris, 2014, p.167

Chapitre 01 : Cadre théorique de l'inflation et de la croissance économique

Section 3 : Revue de littérature sur le lien entre la croissance économique et l'inflation

La relation entre l'inflation et la croissance économique a suscité un vif intérêt de nombreux économistes. Ces derniers émirent des théories divergentes ; certains pensent que l'inflation et la croissance vont de pair et d'autres pensent qu'ils sont antagonistes.

3.1 Théorie économique

Selon les keynésiens, l'inflation est avant tout un phénomène de demande, qui peut être causé par une augmentation de la demande globale sans une offre suffisante de biens et services dans l'économie.

Les keynésiens considèrent que l'inflation peut avoir des effets différents sur la croissance économique selon le niveau et la volatilité de l'inflation. Ils estiment que l'inflation peut avoir des effets bénéfiques à court terme en stimulant la demande globale et en encourageant les entreprises à investir pour répondre à la demande croissante. Cependant, si l'inflation persiste, elle peut avoir des effets négatifs sur la croissance économique en réduisant la confiance des investisseurs, en augmentant l'incertitude économique et en créant des distorsions dans les prix relatifs.

Cependant les économistes classiques ont une vision différente de l'inflation et de son impact sur la croissance économique par rapport aux keynésiens. Selon les classiques, l'inflation est avant tout un phénomène monétaire et elle est causée par une expansion excessive de la masse monétaire par rapport à l'offre de biens et services dans l'économie.

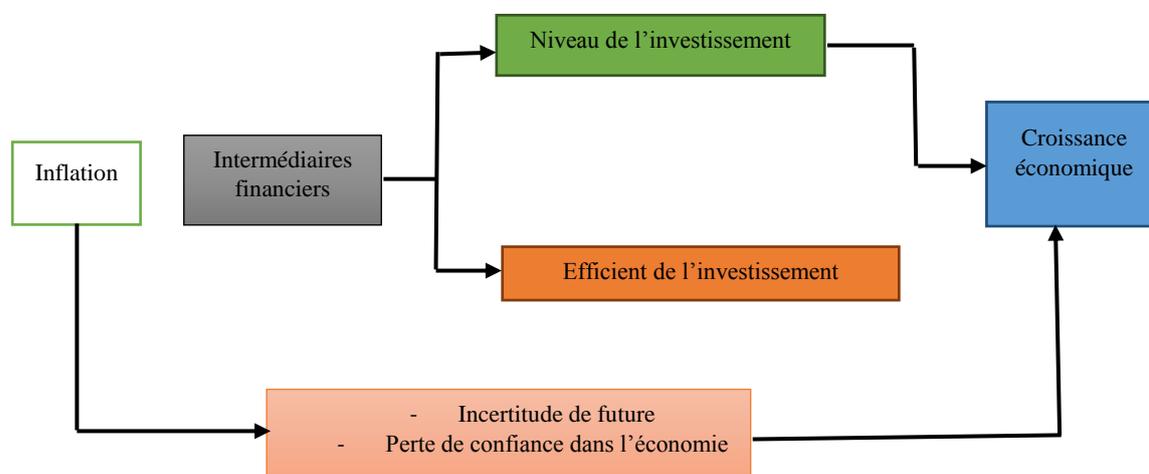
Les classiques considèrent que l'inflation a un impact négatif sur la croissance économique à long terme. En effet, selon eux, une augmentation de la masse monétaire qui alimente l'inflation conduit à une dévalorisation de la monnaie, ce qui réduit l'incitation à épargner et à investir. En conséquence, la croissance économique est affectée négativement car l'investissement est l'un des principaux moteurs de la croissance économique à long terme.

Selon les économistes classiques, l'inflation peut également entraîner une allocation inefficace des ressources, car elle rend difficile pour les entreprises de faire des choix d'investissement judicieux et peut induire des comportements de spéculation sur les marchés financiers. En outre, les classiques estiment que l'inflation peut conduire à une redistribution injuste des

Chapitre 01 : Cadre théorique de l'inflation et de la croissance économique

revenus entre les détenteurs de monnaie et les détenteurs de biens réels, en favorisant les premiers au détriment des seconds.

Figure 4. Mécanismes de transmission de l'inflation à la croissance économique



Source : Min Li (2005)

Le schéma ci-dessous met en évidence les mécanismes par lesquels l'inflation affecte la croissance économique. En rendant incertain le futur et en réduisant la confiance des opérateurs dans l'économie, l'inflation peut affecter négativement l'épargne, l'investissement et partant, la croissance. Par ailleurs, en renchérissant le coût de l'argent ou en rendant négatifs les taux d'intérêt réels, l'inflation affecte négativement la formation de l'épargne, l'offre de capitaux et l'intermédiation financière, ce qui entraîne une baisse du niveau de l'investissement ainsi que l'efficacité de celui-ci (**Rousseau-Watchel (2002)**). Bref, une forte incertitude macroéconomique affecte la valeur nette attendue du produit marginal du capital et par conséquent la structure de l'investissement et le taux de croissance de long terme.⁹

3.2 Études Empiriques

Plusieurs travaux empiriques indiquent que l'inflation est négativement corrélée à la croissance économique, et que le coût de l'inflation en croissance perdue est négatif.

De Gregorio (1993) suggère que l'inflation peut avoir un effet négatif sur la croissance de long terme car elle réduit le taux d'investissement et affaiblit l'efficacité de l'investissement. Au cœur de son analyse se trouve l'hypothèse que les firmes (ainsi que les ménages) utilisent

⁹ Alexandre NSHUE Mbo Mokim « la croissance économique, une perspective africaine », L'Harmattan RDC, paris, 2014, p.167

Chapitre 01 : Cadre théorique de l'inflation et de la croissance économique

la monnaie car elle réduit le coût de transactions. L'inflation réduit le niveau optimal des encaisses réelles et augmente le coût de l'investissement; elle réduit donc le taux d'accumulation du capital et la productivité du capital, et partant affecte la croissance économique à long terme. De plus à partir d'un échantillon de 100 pays pour la période allant de 1960 à 1990, **Barro** (1996) établit que l'inflation ainsi que sa variabilité affectent négativement la croissance. Une hausse de 10.0 points de pourcentage de l'inflation devrait entraîner selon **Barro** (1996), une baisse du taux de croissance 0.24 point de pourcentage. **Palokangas** (1997) avance quant à lui, indique que l'inflation affecte négativement le taux de croissance de long terme car une inflation plus élevée augmente les taux d'intérêts nominaux et réduit les encaisses réelles, soumettant ainsi les agents privés à des coûts de transaction plus importants. Ceci, en retour, réduit le taux de rendement du capital physique et humain et réduit l'investissement et la croissance. Une étude de Fischer (1993) a analysé les données de 60 pays pour la période 1960-1990 et a conclu que l'inflation réduit la croissance économique. Une autre étude menée par **Bruno** et **Easterly** (1995) a également examiné les données de 100 pays pour la période 1960-1990 et a conclu que l'inflation réduit la croissance économique.

L'expérience a montré que dans les PED, l'inflation a souvent été la conséquence d'importants déficits publics et d'un degré élevé de leur monétisation. Dans ces conditions, des couples budgétaires peuvent être nécessaires pour permettre à l'économie de reprendre avec la croissance. Pour **Roubini – Sala-i-Martin** (1995), l'inflation peut être considérée comme un indicateur de la répression financière en ce que son effet négatif sur la croissance peut refléter des restrictions imposées par l'Etat sur les marchés financiers, restrictions qui peuvent également exercer d'autres distorsions sur l'investissement. D'aucuns considèrent l'inflation comme une taxe qui est déterminée par l'Etat pour maximiser les revenus de seigneurage (étant donné un objectif de dépense ou de déficit) sous contrainte que les taxes conventionnelles sont sujettes à des coûts marginaux de collecte croissants. Ainsi, la cause de l'inflation serait un système de taxation inefficace (De Gregorio (1993)).

Cependant, d'autres études ont trouvé des résultats contradictoires. Par exemple, une étude menée par **Rajan** et **Zingales** (1998) a examiné les données de 23 pays développés pour la période 1960-1990 et a conclu que l'inflation stimule la croissance économique. Une autre étude menée par Ball et Sheridan (2004) a examiné les données de 17 pays développés pour la période 1960-2000 et a également conclu que l'inflation stimule la croissance économique.

Chapitre 01 : Cadre théorique de l'inflation et de la croissance économique

Réaliser et maintenir l'inflation dans une fourchette à un chiffre peut être chose avantageuse pour accélérer la croissance de la production. Mais tout dépend de la capacité de la banque centrale à mener à bien sa politique monétaire, capacité qui dépend fortement de son degré d'indépendance vis-à-vis du gouvernement. Une bonne partie de la littérature soutient un degré élevé d'indépendance de la banque centrale serait gage d'un rythme modéré d'accroissement de la quantité de la monnaie en circulation et d'accélération de l'inflation.

A partir d'un échantillon de 16 pays couvrant la période allant de 1955 à 1988, **Alesina – Summers** (1993) ont montré une forte relation négative entre l'indice du degré d'indépendance des banques centrales et la moyenne et la variance de l'inflation. Les données du tableau ci-après établissent que les pays qui ont connu de longs épisodes de forte inflation sont dans la plupart des cas les pays dont les banques centrales ne jouissent pas d'une grande autonomie de gestion vis – à – vis du gouvernement.¹⁰

Tableau 1. Indépendance de la banque centrale et niveau d'inflation : 1960 – 1990

Pays	Indice d'indépendance	Inflation 1960-90	Pays	Indice d'indépendance	Inflation 1960-90
Allemagne	0.71	0.037	Kenya	0.40	0.082
Egypte	0.57	0.094	Congo	0.39	0.357
Etats Unis	0.51	0.049	Botswana	0.36	0.076
Ethiopie	0.50	0.058	Ghana	0.35	0.256
Tanzanie	0.48	0.133	Zambie	0.34	0.174
Afrique du Sud	0.33	0.099	Nigeria	0.33	0.125
Ouganda	0.32	0.353	Zimbabwe	0.22	0.074

Source : Barro (1996)

En conclusion, le lien entre l'inflation et la croissance économique est complexe et dépend de nombreux facteurs économiques. Les théories économiques suggèrent que l'inflation peut réduire la croissance économique en augmentant les coûts de production et en réduisant la demande, mais elle peut également stimuler la croissance économique en augmentant la demande.

¹⁰ Alexandre NSHUE Mbo Mokim « la croissance économique, une perspective africaine », L'Harmattan RDC, paris, 2014, p.167

Chapitre 01 : Cadre théorique de l'inflation et de la croissance économique

Les études empiriques ont donné des résultats contradictoires, avec certaines études concluant que l'inflation réduit la croissance économique et d'autres concluant que l'inflation stimule la croissance économique. Il est donc difficile de tirer une conclusion définitive sur le lien entre l'inflation et la croissance économique. Cependant, la plupart des études ont conclu que l'inflation élevée est néfaste pour la croissance économique à long terme.

Conclusion :

Au bout de ce chapitre, nous pouvons en déduire que dans un premier temps l'inflation est le résultat d'une hausse de demande par rapport à l'offre, d'une hausse de coût de production et d'une mauvaise politique monétaire de la part de la banque centrale. Dans un deuxième temps que les sources de la croissance économique sont tantôt, exogènes, endogènes et dans un troisième temps, l'inflation affecte positivement comme négativement la croissance économique.

**CHAPITRE 2 : Inflation et croissance
économique dans l'union économique
monétaire ouest africaine (UEMOA)**

Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

Introduction

Après avoir expliqué dans un cadre théorique le concept de la croissance économique et d'inflation, nous allons décrire dans ce chapitre l'évolution de l'inflation et de la croissance économique dans les pays de l'UEMOA de 2010 à 2022 après avoir présenté la zone.

SECTION 1 : Aperçu général sur l'union économique monétaire ouest africaine

L'UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest Africaine) est une organisation économique régionale créée en 1994 pour promouvoir l'intégration économique et monétaire des pays d'Afrique de l'Ouest. Elle regroupe huit pays membres : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo couvrant une superficie de 3 506 126 km² et compte une population de 123.6 millions d'habitants selon le dernier recensement de 2019.

Créée le 10 janvier 1994 à Dakar, l'UEMOA a pour objectif de créer un marché commun et de promouvoir la coopération économique entre ses membres. Les principaux axes de travail de l'organisation comprennent la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux, des facteurs de production, la coordination des politiques économiques, la création d'une monnaie unique, et la promotion du développement économique et social.

Sur le plan économique l'UEMOA a pour monnaie officielle le franc CFA et utilisé dans tous les pays membres avec une masse monétaire de 46161,836 milliards de FCFA. Cette monnaie est émise par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), qui est l'institution financière centrale de l'UEMOA. Le taux de croissance du PIB, à prix constant, est de 5,8% en 2022 (source : BCEAO) avec un PIB (nominale) s'élevant à 109 708,2 milliards de FCFA, la zone a enregistré en 2022 un taux d'inflation de 7% en glissement annuel de décembre. Les finances publiques de l'union ont enregistré un déficit budgétaire de 6971,72 milliards de FCFA et un solde global excédentaire de 475,7 milliards de FCFA en 2021. La situation économique actuelle est plutôt défavorable due à l'insécurité régnant dans la zone créant des difficultés de circulation des biens et des personnes sur le plan intra régionales et une pression inflationniste suffocantes particulièrement due à la guerre en

Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

Ukraine impactant l'union qui est fortement dépendant de l'économie internationale (approvisionnement en céréales).¹¹

L'UEMOA a mis en place une série de politiques et de programmes pour promouvoir le développement économique et social de ses membres, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, des transports, des technologies de l'information et de la communication, et de la lutte contre la pauvreté à travers des partenaires comme : BOAD, SOAC, BRVM, BCEAO, AMF-UEMOA.

En résumé, l'UEMOA est une organisation économique régionale qui vise à promouvoir l'intégration économique et monétaire des pays d'Afrique de l'Ouest pour favoriser le développement économique et social de la région.

Tableau 2 : Présentation de l'union économique monétaire ouest africaine (UEMOA)

	Indicateurs	2022
	Population (en millions)	133,8
	Croissance du PIB réel (en %)	5,6
	PIB nominal (mds FCFA)	109282,32
	Solde budgétaire global (en % du PIB)	-6,32
	Taux d'inflation (en %)	7,4
	Taux d'endettement (en %)	34,8
	Taux de pression fiscale (en %)	13,76
	Masse salariale (en % des recettes fiscales)	40,8
	Taux d'investissement (en %)	27,37
	Sold global BDP (mds FCFA)	475,7
	Masse monétaire (mds FCFA)	46161,836

Source : la commission de l'UEMOA

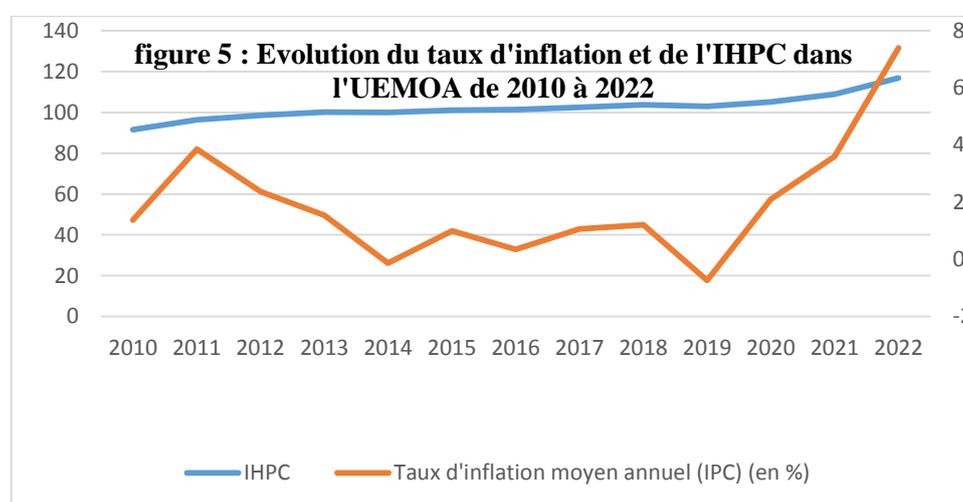
¹¹ UEMOA (2022), Note de cadrage macroéconomique 2022-2026, 3^e édition

Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

SECTION 2 : Evolution de l'Inflation dans la zone de l'union monétaire ouest africaine (UEMOA)

L'inflation est un indicateur économique important dans l'UEMOA car elle affecte la stabilité financière de la région. L'analyse unidimensionnelle de l'inflation dans l'espace UEMOA se concentre sur l'évolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), qui mesure les variations des prix des biens et services consommés par les ménages des huit pays membres de l'UEMOA.

En effet durant la dernière décennie le taux d'inflation a beaucoup varié allant à 7,4 % en 2022 contre 1,37% en 2010 due à une variation à la hausse de l'IHPC passant à 116,9 en 2022 contre 91,5 en 2010 correctement dans le graphique ci-dessous :



Source : établi par nous avec les données de la BCEAO

Nous observons l'évolution de l'IHPC et du taux d'inflation selon le graphique en trois phases au cours de la période de 2010 à 2022 :

❖ De 2010 à 2014 :

Nous observons respectivement une baisse progressive du taux d'inflation passant de 1,37 % à -0,13 % dans l'espace UEMOA malgré une hausse observée en 2011. Au niveau des pays membres le taux est de 2,14% à -1,09% au Benin, de -0,61% à -0,24% au Burkina Faso, de -1,75% à 0,46% en Côte d'Ivoire, de 2,5% à -1,02% en Guinée-Bissau, de 1,2% à 0,89% au Mali, 0,94% à -0,93 au Niger, de 1,23% à -1,09% au Sénégal, de 1,45% à 0,19% au Togo. Cette baisse du taux d'inflation est traduite par une hausse légère de l'IHPC passant de 91,5 à

Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

100.1 dans l'union ; une hausse qui se reflète aux niveaux des pays membres avec un IHPC passant de 89.7 à 100.1 au Bénin, de 92.9 à 100.2 au Burkina Faso, de 89.9 à 96.6 en Côte d'Ivoire, de 92.1 à 100.1 en Guinée-Bissau, de 90.6 à 99.1 au Mali, de 93.6 à 100.9 au Niger, de 94.6 à 101.1 au Sénégal, de 91.7 à 99.8 au Togo. Cette décélération s'explique par une amélioration de la production céréalière locale notamment dans les pays sahéliens (Niger, Mali et Burkina Faso) avec l'apparition de nouvelles récoltes sur le marché malgré une légère hausse observée entre 2011 et 2012 qui est due à une augmentation du prix des carburants observée dans la zone.

❖ De 2014 à 2019 :

Le taux d'inflation oscille légèrement entre -0,13% à -0,74% dans la zone, une oscillation remarquée aussi aux niveaux des états membres avec un taux oscillant entre -1,09% à -0,91% au Bénin, de -0,24% à 3,18% au Burkina Faso, de 0,46% à 0,81% en Côte d'Ivoire, de -1,02% à 0,25% en Guinée Bisseau, de 0,89% à -3,03% au Mali, de -0,93% à -2,52% au Niger, de -1,09% à 1,02% au Sénégal, de 0,19% à 0,69% au Togo. Quant à l'IHPC il oscilla entre 100 à 102,9 dans l'union ainsi pour les pays membres elle varie de 100 (année de base) à 101,11 au Bénin, à 102,23 au Burkina Faso, à 103,85 en Côte d'Ivoire, à 104,68 en Guinée Bisseau, à 100,78 au Mali, à 101,5 au Niger, à 104,75 au Sénégal, à 104,1 au Togo. Cette oscillation est notamment due à un repli puis une stabilisation des prix des produits de grande consommation (produits alimentaire, transport, carburants, communication, boissons non alcoolisés...) observée dans la région ainsi que dans les pays membres et une diminution du taux directeur de la BCEAO passant de 0,5% à 0,25% en 2014.

❖ De 2019 à 2022 :

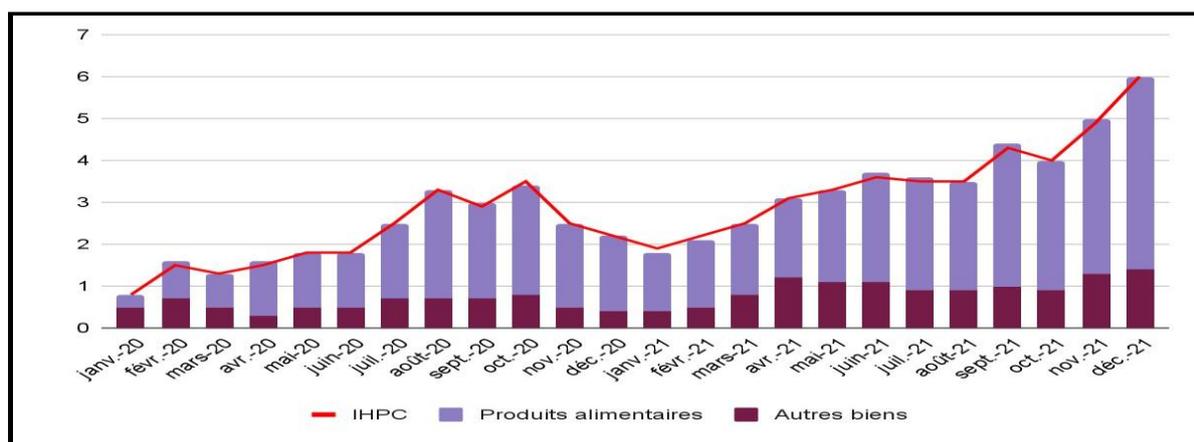
L'IHPC a connu des fortes fluctuations dans la zone atteignant des niveaux record particulièrement en 2021 passant de 1,9% en janvier 2021 à 6,0% en fin décembre 2021, un niveau qui n'avait plus été observé depuis la crise financière de 2008. Selon les données fournies par la BCEAO (Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest) l'IHPC dans l'espace UEMOA était de 103.2 en 2019, 105.5 en 2020, 111.8 en 2021 et 119 en 2022 soit augmentation de 2,2 % en 2020, de 6,0 % en 2021 et de 7,0 % en 2022. Au niveau des pays membres l'IHPC reflète la même allure que la zone ; de 2020 à 2022 l'IHPC est passé de 3,6% à 7.7% au Togo, reste à 3,1% au Niger, 2,4% à 12,8% au Sénégal, 2,3% à 9,6% au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, 1,5% à 9,5% en Guinée-Bissau, 1,0% à 2,8% au Bénin et

Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

0,7% à 7,7% au Mali. Cette progression notable de l'IHPC se traduit par une augmentation du taux d'inflation évoluant en moyenne de -0,74 en 2019, de 2.1% en 2020, de 3.6% en 2021 et de 7.4% en 2022. Dans les pays membres de l'UEMOA le taux d'inflation de 2019 à 2022 est passé de -0,91% à 1,4% au Bénin, -2,52% à 4,2% au Niger, 1,02% à 9,7% au Sénégal, 0,81% à 5,2% en Côte d'Ivoire, -3,18% à 14,1% au Burkina Faso, 0,69% à 7,6% au Togo, 0,25% à 7,9% en Guinée-Bissau et de -3,03% à 9,7% au Mali.

Cette évolution suggère une tendance à la hausse de l'inflation dans l'espace UEMOA depuis 2019, avec une accélération notable en 2021. Cette hausse de l'inflation en 2021 peut être liée à la pandémie de ¹²COVID-19 et à ses effets sur l'offre et la demande de biens et services dans la région, ainsi qu'à l'augmentation des prix des matières premières sur les marchés internationaux.

Figure 6 : Evolution de l'IHPC par aux produits alimentaire et autres biens



Source : BCEAO

En effet au cours de ces dernières années l'inflation a généralement été causée par :

➤ **Une baisse de la production céréalière dans l'union**

La production céréalière a enregistré une évolution mitigée au cours de ces trois dernières années. En effet, après une baisse de 2,7% lors de la campagne agricole 2019/2020, la production de céréale s'est accrue de 3,2% en 2020/2021, puis s'est inscrite en baisse de 13,1% en 2021/2022. Causant ainsi une hausse des prix du maïs au Burkina Faso (+41,3% contre +13,8% un an plus tôt), au Mali (+51,3% contre +4,6% un an plus tôt) et au Niger (+34,4% contre +8,3% un an plus tôt).

UEMOA (2022), Note de cadrage macroéconomique 2022-2026, 3^e édition

Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

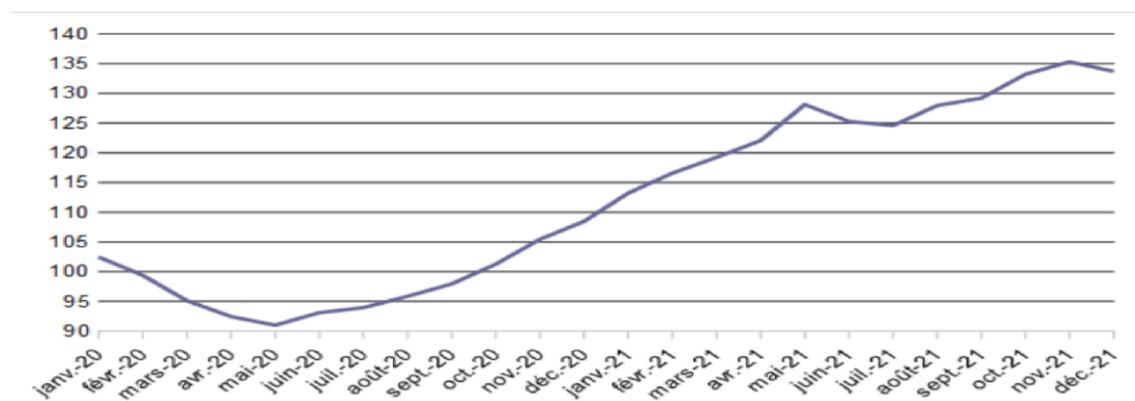
➤ Difficultés d'approvisionnement des marchés

L'année 2021 est restée fortement marquée par la perturbation des circuits de distribution, notamment des produits alimentaires entre les pays de la zone induite par la persistance des mesures restrictives mises en place dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la Covid-19. Ces difficultés d'approvisionnement des marchés ont été exacerbées par la crise sécuritaire au Burkina, au Mali et au Niger. Créant ainsi une hausse du prix de la viande particulièrement au Mali 12.1%, en Côte D'ivoire 10.5% et au Sénégal 9.4% soit une variation de 8.3 % contre 1.8 % un an plus tôt au niveau régional.

➤ Hausse de 28,2% des cours mondiaux des produits alimentaires en 2021

¹³Les cours internationaux des produits alimentaires ont connu une hausse prononcée en 2021 après la baisse observée l'année précédente. Selon les données publiées par l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), l'indice des cours des produits alimentaires a connu une accélération avec une hausse de 28,2% en 2021, contre une progression de 3,1% en 2020, alors qu'un repli de 0,8% avait été observé en 2019. Cette variation des cours mondiaux des produits alimentaires ont eu un impact sur la zone car ce dernier est dépendant du monde extérieur.

Figure 7 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires (indice base 100=2014-2016)



Source : FAO, BCEAO

➤ Hausse de 69,8% des cours du pétrole brut

Les cours mondiaux du pétrole se sont globalement inscrits en hausse en 2021, en raison de la reprise progressive de l'activité économique consécutive à l'allègement des mesures restrictives prises pour contrer les effets de la pandémie de la Covid-19. Les cours du pétrole

UEMOA (2022), Note de cadrage macroéconomique 2022-2026, 3^e édition

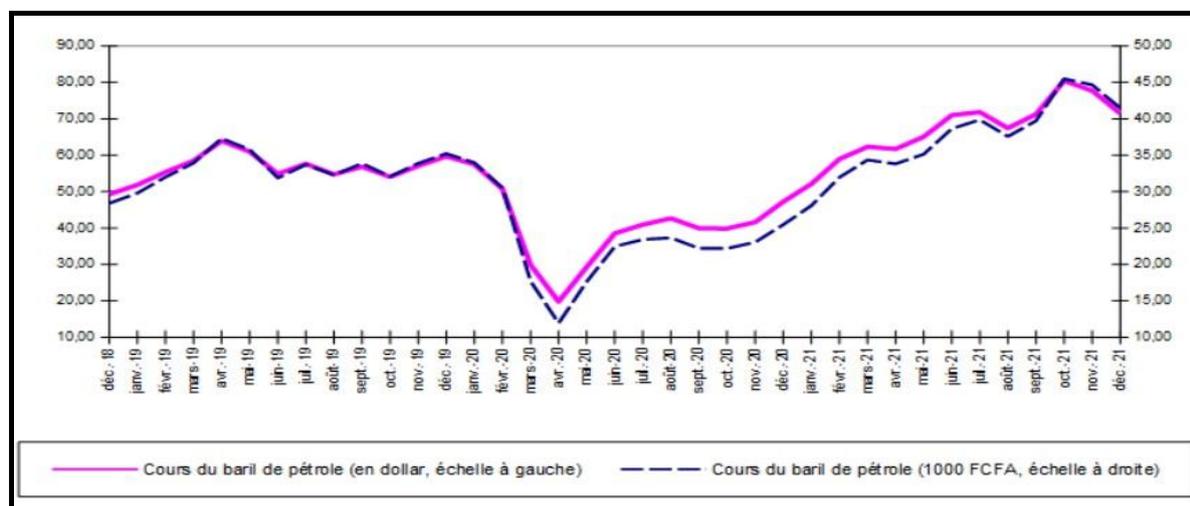
Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

brut (WTI) sont ainsi passés en moyenne de 39,8 dollars US en 2020 à 67,6 dollars US en 2021, soit une hausse de 69,8%, alors qu'une baisse de 30,3% avait été observée l'année précédente

En moyenne, sur l'ensemble de l'année 2021, les cours du baril de pétrole brut (WTI), exprimés en FCFA, sont ressortis en hausse de 64,4% après un repli de 31,7% observé l'année précédente. Cette ¹⁴progression des cours mondiaux a été partiellement répercutée sur les prix domestiques des produits pétroliers.

En effet, au cours de l'année 2021, les hausses des prix de l'essence super n'ont été observées qu'au Bénin (+3,0% en octobre 2021), au Burkina (+1,7% en mars 2021), en Côte d'Ivoire (+2,5% en avril 2021) et au Togo (+18,8% en juin 2021), tandis que les prix sont restés inchangés dans les autres pays membres de l'Union.

Figure 8 : Evolution des cours du baril de pétrole brut (WTI)



Source : BCEAO Reuters

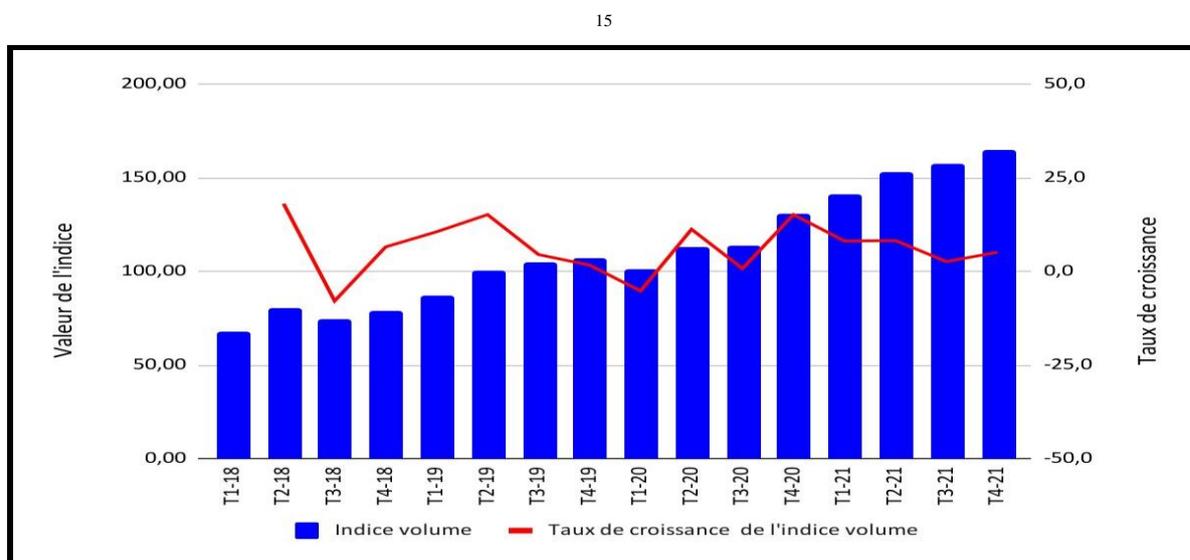
➤ Hausse des exportations de produits alimentaires vers d'autres Etats membres de la CEDEAO

Le flux des exportations de produits alimentaires hors des Etats membres de l'Union s'est accru au cours de l'année 2021. En effet, amorcée depuis le premier trimestre 2020, cette dynamique s'est accélérée à partir du quatrième trimestre 2020, puis s'est poursuivie tout au long de 2021. Ces sorties constituent une source d'aggravation des difficultés d'approvisionnement des marchés locaux, qui s'ajoute aux restrictions subséquentes aux crises sanitaire et sécuritaire. Ce commerce est composé pour l'essentiel des huiles (53%), du riz (19%), du sucre (11%) et des pâtes alimentaires (10%).

UEMOA (2022), Note de cadrage macroéconomique 2022-2026, 3^e édition

Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

Figure 9 : Evolution de l'indice volume des exportations des produits alimentaires de l'Union



Source : BCEAO

Spécifiquement, les exportations sous régionales hors UEMOA de la Côte d'Ivoire sont destinées au Nigeria, au Ghana, à la Guinée et au Liberia. Le Togo exporte essentiellement vers le Nigeria et le Ghana. Quant au Bénin et au Niger, leurs produits sont expédiés principalement vers le Nigeria. Cette hausse du volume des exportations de produits alimentaires vers les pays hors de l'Union serait en lien avec le différentiel de prix plus favorable dans l'UEMOA.

➤ Baisse de la production des tubercules, légumes et plantains dans certains Etats

La production des tubercules, légumes et plantains a connu une baisse dans certains pays de l'Union. Cette contrainte de l'offre a été exacerbée par les défauts d'approvisionnement des marchés. Cette situation a induit des tensions sur les prix des tubercules et plantains, qui se sont inscrits globalement en hausse dans les pays de l'UEMOA (+10,7%). Les progressions les plus importantes ont été localisées en Côte d'Ivoire (+18,3%), au Togo (+14,7%), au Burkina (+5,2%) et au Niger (+4,7%).

La hausse des prix des légumes a également connu une accélération dans l'Union (+5,3%), en particulier ceux des légumes secs (+15,5%). Cette augmentation est observée dans la plupart des Etats. Plus particulièrement pour les légumes secs, les fortes progressions ont été notées au Niger (+25,0%), au Burkina (+24,9%), au Bénin (+15,5%) et au Togo (+13,3%), en raison

UEMOA (2022), Note de cadrage macroéconomique 2022-2026, 3^e édition

Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

notamment d'une insuffisance de l'offre sur les marchés. Cette baisse de l'offre s'explique d'une part, par la faiblesse de la production et, d'autre part, par les difficultés d'acheminement vers les marchés induits par les crises sécuritaires et sanitaires.

SECTION 3 : Evolution de la croissance économique dans la zone de l'union monétaire ouest africaine (UEMOA)

Dans cette section nous allons, tout d'abord décrire la situation économique au niveau régionale de l'UEMOA à travers trois secteurs qui sont le secteur réel, le secteur financier et le secteur monétaire sur la période de 2010 à 2022.

3.1 Secteur réel

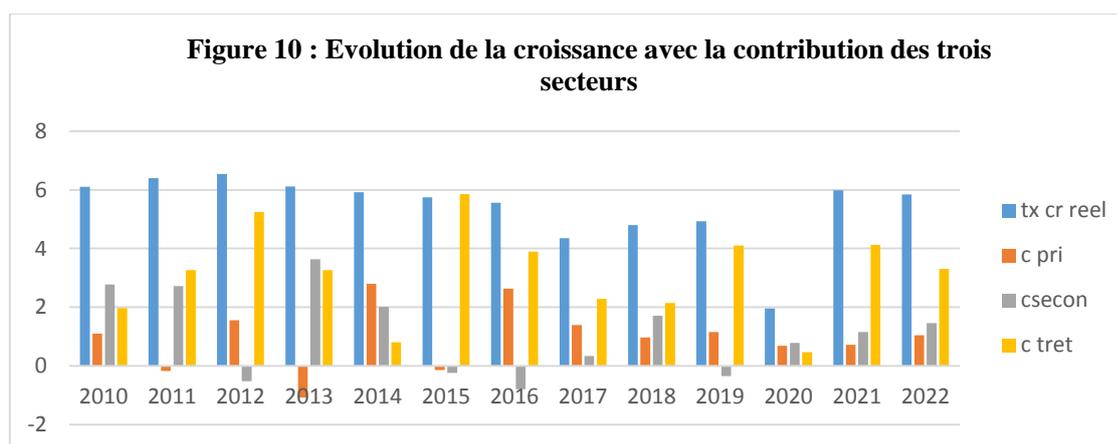
Durant la dernière décennie la situation économique de l'union s'est amélioré en enregistrant une hausse de la croissance économique de 5,6% en 2022 contre 4,18% en 2010 malgré la baisse de l'activité économique observé en 2011 (0,77%) et en 2020(1,8%) causée respectivement par le début des attaques terroristes au Mali, la guerre civile en Côte d'Ivoire et la crise de la pandémie du covid-19. A partir des données fournis par l'INS des Etats membres, la croissance économique est en hausse passant de 2,02% à 6,84% en Côte d'Ivoire, de 2,11% à 5,96% au Benin, de 4,41% à 4,7% en Guinée Bisseau, de 4,21% à 4,84% à l'exception des pays qui ont vus une baisse de 5,41% à 3,69% au Mali, de 8,68% à 7,14% au Niger, de 6,1% à 5.84% au Togo, de 8,45% à 7,7% au Burkina Faso.

En effet, en 2012 l'activité économique de la zone respira grâce à la résolution des conflits internes au Mali (intervention des forces étrangères) et en Côte d'Ivoire (intervention des casques bleus de l'ONU) ce qui explique les reprises de la croissance économique de 6,94% contre 0,77% en 2011. De 2012 à 2019 les activités économiques étaient plutôt stable due à une bonne production agricole et à l'amélioration de la contribution du secteur tertiaire a la croissance économique qui tournait autour de 6,94% et 5,93%. En 2020 la situation économique s'est dégradée relativement à la Covid-19 avec un nombre total de 316677 cas enregistré en fin novembre dans la zone. Et s'est améliorée progressivement en 2021 (165621 de cas) et en 2022 (62991 de cas).

Par ailleurs, en 2022 l'union traversa une crise sécuritaire qui s'est accentuée avec la multiplication des attaques terroristes, particulièrement au Burkina Faso, au Mali, au Niger entraînant des vagues de déplacés internes dans les pays. En outre les menaces se sont étendues dans les pays côtiers de l'union à l'exception du Sénégal et de la Guinée Bisseau. De

Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

même, sur le plan institutionnel l'année 2022 a été marquée par deux bouleversements politiques intervenus en janvier et octobre au Burkina Faso et les sanctions économiques et financières prises par les institutions régionales que sont la CEDEAO et UEMOA à l'encontre du Mali de janvier à juillet 2022 ainsi que la guerre Russo-Ukrainienne et ses répercussions sur l'économie mondiale sont les causes de la tendance baissière de l'activité économique dans la zone.



Source : par nous avec les données de la BCEAO

3.1 Finances publiques et Dettes

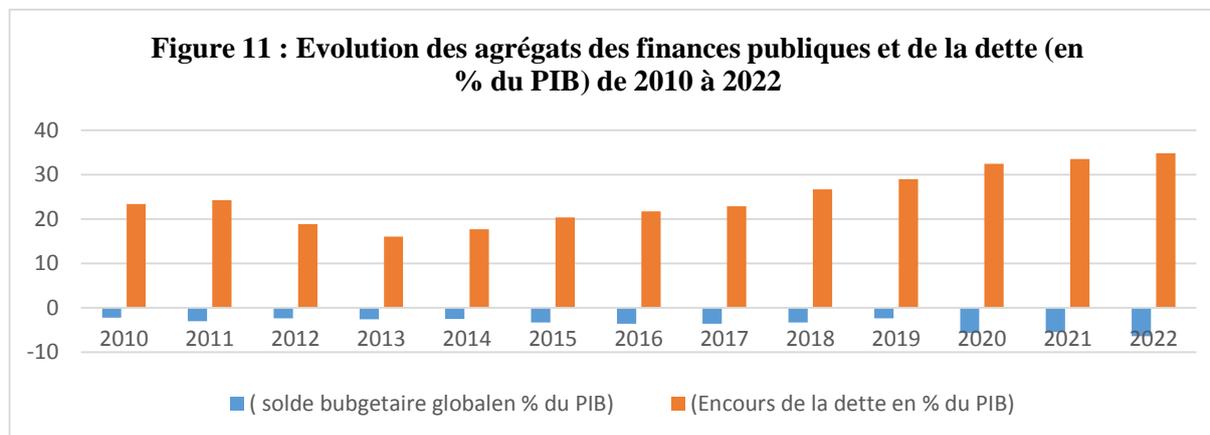
Au cours de la dernière décennie le secteur des finances publiques a été marqué par une hausse du déficit budgétaire global allant à 6,38% du PIB en 2022 contre 2,25% du PIB en 2010 sans doute due à l'augmentation du poids de la dette sur le PIB de l'union passant à 34,8% du PIB en 2022 contre 23,36% du PIB en 2010 notamment observé dans les états membres comme le Sénégal (18,19% à 47,88%), le Benin (12,56% à 35,29%), le Niger (12,67% à 36,99%) et la Guinée Bisseau (29,77% à 41,11%).

Malgré les efforts effectués de 2010 à 2018 en vue de l'amélioration de la performance de régies financières (lutte contre la fraude, les détournements, renforcements des capacités et informatisation etc..) et d'un recentrage des dépenses vers les plus essentielles d'entre elles ; le déficit budgétaire globale est passée de 2,25% du PIB en 2010 à 3,32% du PIB 2018 pareillement pour les dépenses courantes sur le PIB qui ont augmenté de 11,46% du PIB en 2010 à 12,62% du PIB en 2018.

En 2019, union a enregistré un déficit budgétaire globale en dessous de 3% du PIB, la crise de

Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

la pandémie du covid-19, les mesures de politiques de relance économique et l'accélération de la hausse des prix ont conduit les autorités des états membres à d'importantes ressources au soutien du pouvoir d'achat des populations et l'activité économique, contribuant ainsi a creusé les soldes des finances publiques sur la période 2020 (-5,65% du PIB) et 2022 (-6,38% du PIB).



Source : établi par les auteurs avec les données de la BCEAO

3.2 Secteur extérieur et monnaie

De 2010 à 2019, le solde global de l'UEMOA a été négatif, indiquant que la région a importé plus des biens et services qu'elle n'en a exporté. Cependant, le déficit commercial s'est réduit progressivement au fil des ans, passant de 12,4% du PIB en 2010 à 7,6% du PIB en 2019. En 2020, le solde global s'est détérioré en raison de la pandémie COVID-19, atteignant un déficit de 9,2% du PIB. En 2021, le déficit devrait se situer autour de 8,7% du PIB.

En effet les exportations de l'UEMOA ont augmenté de manière significative de 2010 à 2019, passant de 12,8% du PIB en 2010 à 21,5% du PIB en 2019. Les importations ont également augmenté de 2010 à 2019, passant de 18,3% du PIB en 2010 à 24,2% du PIB en 2019. En 2020, les exportations ont chuté à 17,6% du PIB et les importations ont diminué à 21,1% du PIB en raison de la pandémie COVID-19. En 2021, les exportations devraient se stabiliser autour de 19,5% du PIB et les importations devraient atteindre 22,6% du PIB

Les comptes des transactions courantes de l'UEMOA mesurent les entrées et les sorties de devises liées aux échanges de biens et services, aux transferts courants et aux revenus primaires et secondaires. De 2010 à 2019, le solde des transactions courantes de l'UEMOA a été déficitaire, indiquant que la région a enregistré des sorties nettes de devises. Cependant, le déficit courant a été réduit progressivement au fil des ans, passant de -4,5% du PIB en 2010 à -4,94% du PIB en 2019. En 2020, le déficit courant s'est détérioré en raison de la pandémie

Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

COVID-19, atteignant un niveau de -4,4% du PIB. En 2021, le déficit courant devrait se situer autour de -5,8% du PIB.

La masse monétaire de l'UEMOA a augmenté de manière significative de 2010 à 2019, passant de 11727,738 milliards de FCFA en 2010 à 30600,843 milliards de FCFA en 2019. Cette croissance a été stimulée par l'augmentation des dépôts des résidents et des crédits accordés par les banques et de la baisse du taux d'intérêt directeur en 2014. En 2020, la masse monétaire a augmenté pour atteindre 35612,649 milliards de FCFA en raison des mesures prises par les autorités pour faire face aux conséquences économiques de la pandémie COVID-19. En 2022, la masse monétaire était de 46176,836 milliards de FCFA avec l'essor de la relance des activités économiques dans la zone.

SECTION 4 : Evolution macroéconomiques des Etats membres de l'union économiques et monétaire ouest africaine (UEMOA)

Dans cette section nous décrivons l'évolution macroéconomique des Etats membres de l'union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) durant la période d'examen de 2010 à 2022.

4.1 BENIN

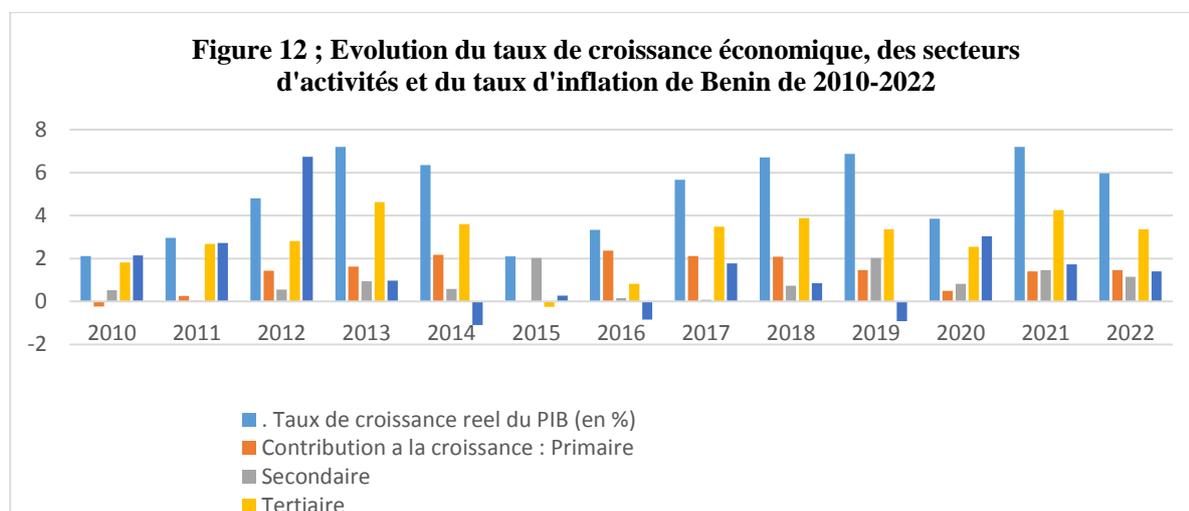
Le Bénin est être l'un des pays les plus stables économiquement au sein de l'union au cours de la dernière décennie, enregistrant une augmentation de la croissance économique de 2,11% en 2010 à 5,96% en 2022, malgré une baisse observée à 3,8% en 2020 en raison de la pandémie de Covid-19. Cette croissance économique a été soutenue par tous les secteurs d'activité, en particulier le secteur primaire (1,47% de contribution à la croissance) et le secteur tertiaire (3,36% de contribution à la croissance). L'inflation s'établit à 1,4% en 2022, contre 2,14% en 2010, le taux le plus bas de l'Union pour cette année, grâce aux mesures d'anticipation prises par les autorités pour constituer des stocks. Sur le plan des finances publiques, le déficit budgétaire global s'est amélioré, passant de 1,08% du PIB en 2010 à 5,58% du PIB en 2022. En ce qui concerne l'endettement, le taux est passé de 12,56% du PIB en 2010 à 35,29% du PIB, malgré la stabilité des recettes fiscales, qui sont passées de 11,15% du PIB à 11,45% du PIB entre 2010 et 2022. Les comptes de transactions courantes ont enregistré un déficit de 4,3% en 2021, après un déficit de 7,6% en 2010, tandis que la

Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

masse monétaire est passée de 1204,205 milliards en 2010 à 3628,257 milliards en 2021.

Le Bénin adopte en 2011 son Plan Stratégique de Développement (PSD) visant à réduire la pauvreté et stimuler la croissance économique grâce à des investissements dans divers secteurs tels que l'agriculture, l'industrie manufacturière, les infrastructures et les technologies de l'information et de la communication. En 2014, le pays lance le Plan d'Actions Prioritaires (PAP), soutenu financièrement par des partenaires de développement tels que la Banque mondiale et le FMI, pour investir dans des domaines clés comme l'agriculture, les infrastructures, l'énergie et l'éducation. En 2016, des réformes sont mises en place pour améliorer le climat des affaires et encourager l'investissement privé, comprenant la simplification des procédures administratives, la réduction des coûts de l'électricité et la modernisation des infrastructures.

En 2018, le Bénin enregistre une croissance économique de 6,1 %, soutenue par l'augmentation de la production agricole, la construction d'infrastructures et les réformes visant à améliorer le climat des affaires. Cependant, en 2020, la pandémie de Covid-19 affecte négativement l'économie béninoise, notamment dans les secteurs du tourisme et de l'industrie manufacturière, entraînant une croissance économique estimée à seulement 2,2 % pour cette année-là. En 2022, le Bénin poursuit ses efforts pour stimuler la croissance économique en investissant dans les infrastructures, l'agriculture et l'industrie. Le gouvernement cherche également à renforcer les partenariats avec les investisseurs étrangers et à développer les relations commerciales avec les pays voisins.



Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

Source : établi par les auteurs avec les données de la BCEAO

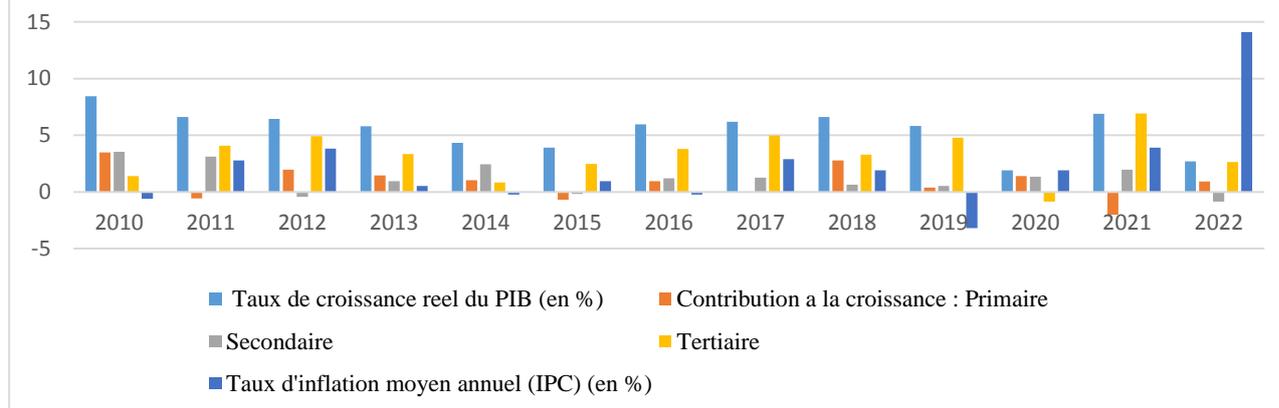
4.2 BURKINA FASO

Le Burkina Faso a connu une décennie difficile marquée par des problèmes sécuritaires qui ont entravé l'activité économique et entraîné des perturbations institutionnelles, se traduisant par un creusement du déficit budgétaire global et une forte inflation. La croissance économique a fortement diminué, passant de 8,45% en 2010 à 2,7% en 2022, principalement en raison de la baisse de la contribution des secteurs primaire et tertiaire. L'inflation a atteint 14,1% en 2022, contre -0,61% en 2010, ce qui en fait l'un des taux les plus élevés de l'Union pour cette année, en grande partie en raison des perturbations institutionnelles. Sur le plan des finances publiques, le déficit budgétaire global s'est aggravé, atteignant 8,28% du PIB en 2022, contre 3,93% du PIB en 2010. L'endettement s'est établi à 26,16% du PIB en 2022, contre 22,35% du PIB en 2010, malgré une augmentation des recettes fiscales de 11,31% du PIB à 17,07% du PIB entre 2010 et 2022. Les comptes de transactions courantes ont enregistré un excédent de 3,1% du PIB en 2021, après un déficit de -2% du PIB en 2010, tandis que la masse monétaire est passée de 1281,871 milliards en 2010 à 5716,874 milliards en 2022.

En 2010, le Burkina Faso a adopté son Plan national de développement économique et social (PNDES) pour la période 2016-2020, visant à réduire la pauvreté et promouvoir une croissance économique inclusive par le biais d'investissements dans des secteurs clés tels que l'agriculture, l'énergie, les infrastructures et l'éducation. En 2014, le pays a lancé le Programme d'urgence pour le Sahel (PUS) afin d'améliorer la sécurité alimentaire et stimuler la croissance économique dans la région. Suite à la transition politique en 2015, le Burkina Faso a poursuivi les réformes économiques, amélioré le climat des affaires et encouragé l'investissement privé. En 2020, la pandémie de Covid-19 a eu un impact négatif sur l'économie burkinabè, avec une croissance économique réduite à 0,3 %, contre 6 % en 2019. En 2021, le Burkina Faso continue de stimuler la croissance économique en investissant dans des secteurs clés tels que l'agriculture, l'énergie, les infrastructures et l'éducation, tout en renforçant les partenariats avec les investisseurs étrangers et en développant les relations commerciales régionales

Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

Figure 13 : Evolution du taux de croissance économique, des secteurs d'activités et du taux d'inflation de Burkina Faso de 2010 à 2022



Source : établi par les auteurs avec les données de la BCEAO

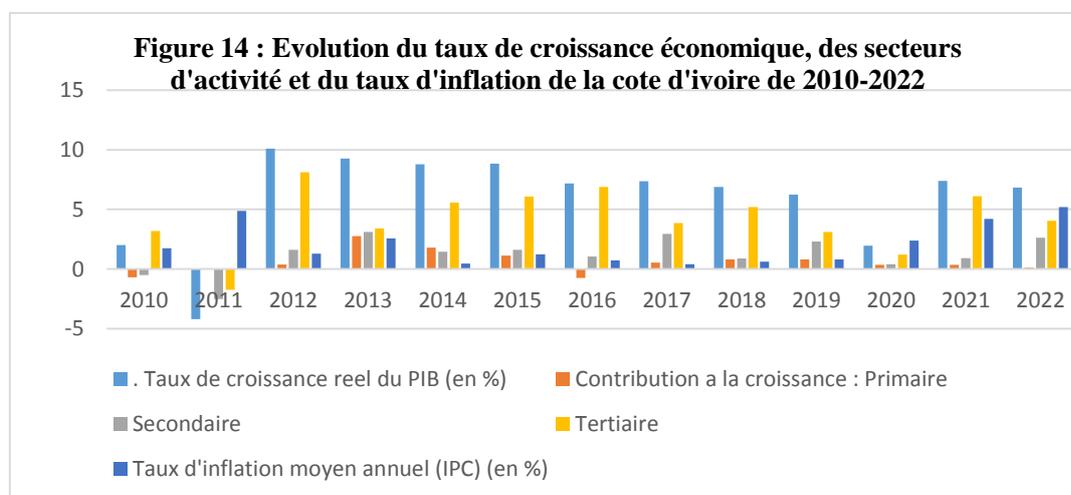
4.3 CÔTE D'IVOIRE

La Côte d'Ivoire, actuellement la première puissance de l'UEMOA, a enregistré une croissance économique au cours des douze dernières années, passant de 2,02% en 2010 à 6,84% en 2022, malgré des taux plus faibles en 2011 (-4,2%) et 2020 (1,95%) en raison de la guerre civile et de la crise de la pandémie de COVID-19. L'inflation a atteint 5,2% en 2022, contre 1,75% en 2010. Sur le plan des finances publiques, le déficit budgétaire global s'est aggravé, atteignant 6,05% du PIB en 2022, contre 1,27% du PIB en 2010. L'endettement a augmenté pour atteindre 34,30% du PIB en 2022, contre 32,94% du PIB en 2010, avec un pic d'endettement enregistré en 2011 (37,420%), malgré une augmentation des recettes fiscales de 11,32% du PIB en 2010 à 11,95% du PIB en 2022. Les comptes de transactions courantes ont enregistré un déficit de 3,9% du PIB en 2021, après 1,9% du PIB en 2010, tandis que la masse monétaire a connu une augmentation significative, passant de 4044,801 milliards en 2010 à 16878,624 milliards en 2022, la plus grande masse monétaire enregistrée dans l'espace UEMOA pour un pays.

En 2010, après une décennie de crise politique et économique, la Côte d'Ivoire organise des élections présidentielles remportées par Alassane Ouattara, mettant ainsi fin à la crise et restaurant la stabilité politique. En 2011, le pays connaît une croissance économique exceptionnelle de 9,8 %, portée par les investissements étrangers et la production croissante de cacao, de café et de pétrole. La croissance économique soutenue se poursuit jusqu'en 2015, avec une moyenne annuelle de 8 %. En 2012, le gouvernement lance le Plan National de Développement (PND) 2012-2015, un programme ambitieux visant à moderniser l'économie et les infrastructures. La Côte d'Ivoire devient le premier producteur mondial de noix de cajou

Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

en 2014, renforçant son succès dans l'exportation de cacao. Cependant, à partir de 2015, la croissance ralentit en raison de la baisse des prix des matières premières, impactant les finances publiques et la balance commerciale. En 2016, le gouvernement lance le PND 2016-2020 pour diversifier l'économie et poursuivre les réformes. Malgré l'impact négatif de la pandémie de Covid-19 en 2020, la Côte d'Ivoire adopte un nouveau PND pour la période 2021-2025, mettant l'accent sur la diversification économique et la résilience face aux chocs externes.



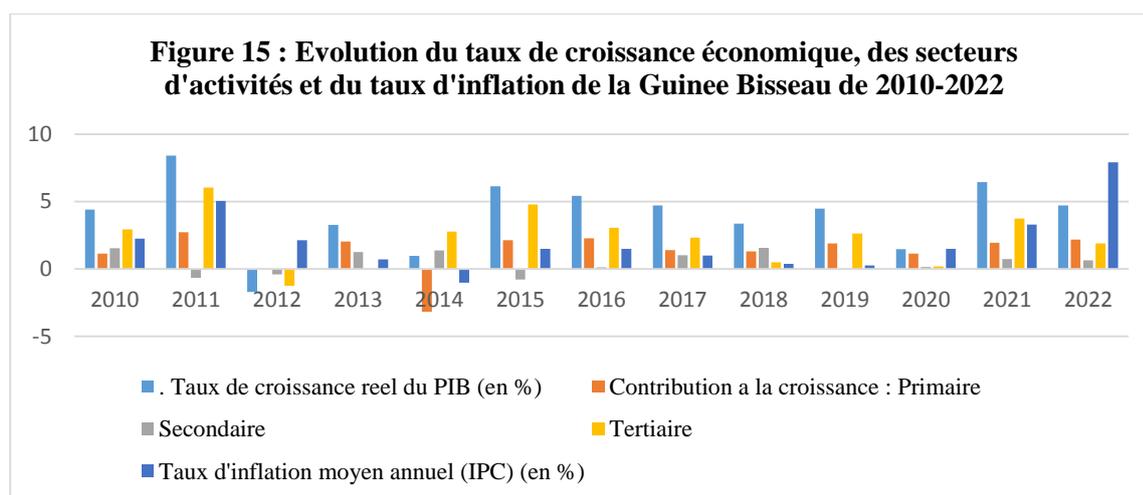
Source : établi par les auteurs avec les données de la BCEAO

4.4 GUINEE-BISSAU

La Guinée-Bissau a connu une croissance économique soutenue, bien que sa dépendance à l'égard de la production de cajou persiste, et son taux d'endettement a dépassé les 70% du PIB en 2021. Malgré quelques baisses en 2012 et 2020 dues à des bouleversements institutionnels et à la crise du COVID-19, le pays a enregistré une croissance économique de 4,41% en 2010, légèrement variée à 4,7% en 2022. Le taux d'inflation a augmenté au cours de la décennie, passant de 2,25% en 2010 à 7,9% en 2022. Les finances publiques ont été affectées par un déficit budgétaire global de 5,37% du PIB en 2022, contre 0,09% du PIB en 2010, et un niveau élevé d'endettement atteignant 41,11% du PIB en 2022, comparé à 29,77% du PIB en 2010. Malgré une augmentation des recettes fiscales, les comptes de transactions courantes ont enregistré un déficit de 6,6% du PIB en 2021, tandis que la masse monétaire a connu une augmentation significative, passant de 111,923 milliards en 2010 à 497,846 milliards en 2022.

Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

En 2010, le gouvernement bissau-guinéen lance un programme de relance économique axé sur les investissements dans les infrastructures, l'agriculture et les énergies renouvelables. Cependant, en 2011, un coup d'État militaire renverse le gouvernement et plonge le pays dans une période d'instabilité politique continue. En 2012, la Guinée-Bissau signe un accord de partenariat économique avec l'Union européenne pour favoriser le développement économique. Malgré une légère reprise économique en 2014 grâce à la production de noix de cajou, la principale exportation du pays, la croissance ralentit en raison de tensions politiques persistantes. En 2015, le gouvernement lance le Plan National de Développement (PND) 2015-2025, visant à moderniser l'économie et à améliorer les conditions de vie. En 2020, la pandémie de Covid-19 a un impact négatif sur l'économie, entraînant une baisse des exportations et la suspension de projets d'investissement. Malgré les défis économiques et politiques persistants, le gouvernement s'engage à mettre en place des réformes et à diversifier l'économie pour stimuler la croissance et réduire la pauvreté.



Source : établi par les auteurs avec les données de la BCEAO

4.5 MALI

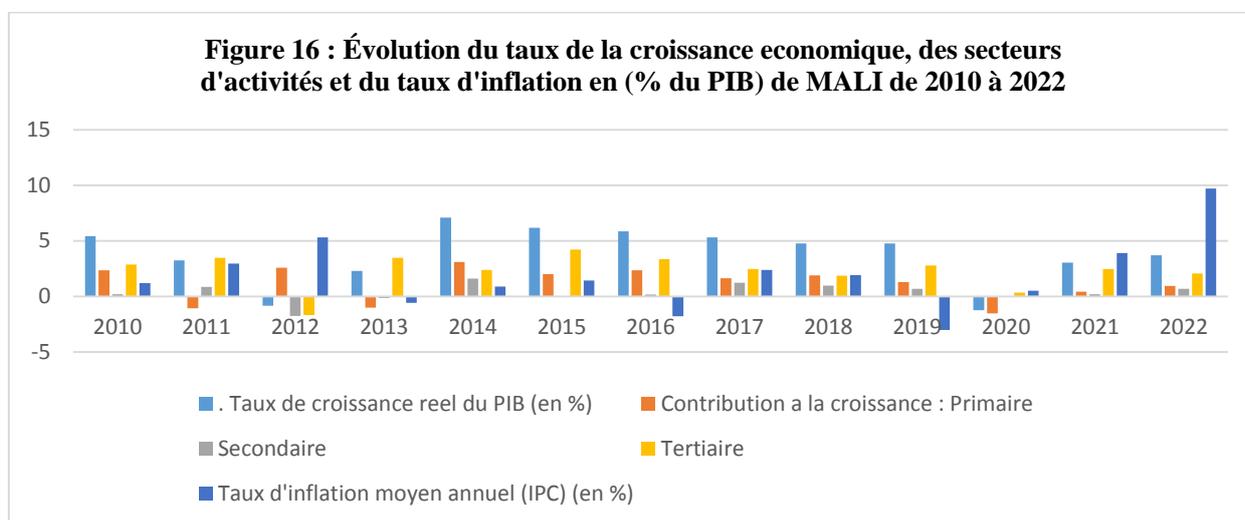
Le Mali, un des pays le plus affecté par l'instabilité politique, sociale, sécuritaire et économique créant un climat défavorable aux activités économiques. Ces douze dernières années, le Mali a enregistré un taux de croissance à la baisse de 5,41% en 2010 à 3,69% en 2022 malgré une hausse observée en 2014 (7,08%) notamment due à la hausse de la production cotonnière. Le taux d'inflation du pays est passé de 1,2% % en 2010 à 9,7 % en 2022 durant la dernière décennie.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire global s'est aggravé, se situant à 5,28% du PIB en 2022, contre 2,35 % du PIB en 2010. En ce qui concerne

Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

l'endettement, le taux s'est établi à 28,75 % du PIB en 2022, contre 24,58 % du PIB en 2010 malgré une hausse des recettes fiscales entre 2010 et 2022 passant de 12,89% du PIB à 14,59% du PIB. Pour ce qui est des comptes de transactions courantes, il est ressorti déficitaire de 7,8% du PIB en 2021, après 11,1% du PIB en 2010 et la masse monétaire a augmenté de 111,923 milliards en 2010 à 497,846 milliards en 2022.

De 2010 à 2022, le Mali a connu des périodes de croissance notamment due à des productions agricoles et minière en 2010, 2014, 2016 et 2017 qui atténuée à cause des séries d'attaques terroristes (2010-2022), des bouleversements institutionnelles (2012,2021) et les sanctions imposées au pays par la CEDEAO et l'UEMOA (2021).



Source : établi par les auteurs avec les données de la BCEAO

4.6 NIGER

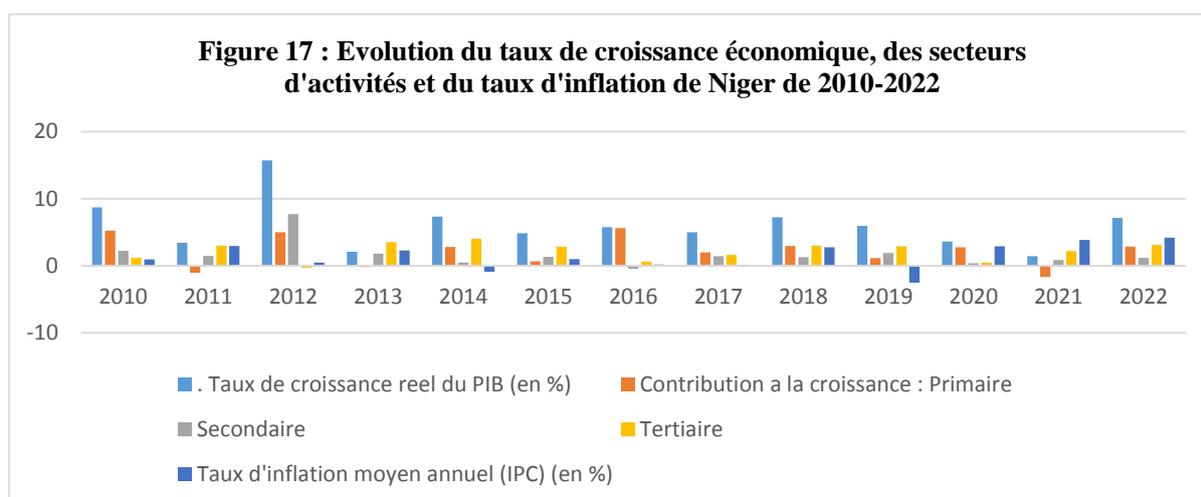
Le Niger, l'un des principaux producteurs d'uranium au monde et le seul au sein de l'UEMOA, a connu une légère baisse de sa croissance économique au cours de la décennie, passant de 8,68% en 2010 à 7,14% en 2022. Cependant, en 2012, une croissance exceptionnelle de 15,69% a été enregistrée grâce au lancement du programme de renaissance 3N visant à soutenir la production agricole. Le taux d'inflation, quant à lui, est passé de 0,94% en 2010 à 4,2% en 2022, l'un des taux les plus bas de la région au cours de la décennie. Sur le plan des finances publiques, le Niger a fait face à une détérioration du déficit budgétaire global, atteignant 6,98% du PIB en 2022, contre 1,8% du PIB en 2010. L'endettement du pays s'est établi à 36,99% du PIB en 2022, contre 12,67% du PIB en 2010, malgré une augmentation

Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

des recettes fiscales passant de 9,67% du PIB à 10,88% du PIB entre 2010 et 2022. Les comptes de transactions courantes ont enregistré un déficit de 14,2% en 2021, après 19,8% du PIB en 2010, et la masse monétaire a connu une augmentation significative, passant de 551,856 milliards en 2010 à 1862,124 milliards en 2022.

Entre 2010 et 2021, le Niger a connu une croissance économique soutenue malgré les défis sécuritaires et humanitaires auxquels le pays est confronté. Voici une synthèse des événements économiques clés de cette période :

En 2010, le Niger lance son deuxième Programme de Renaissance (2011-2015) visant à stimuler la croissance économique et à réduire la pauvreté. Des investissements sont réalisés dans les infrastructures, l'agriculture, l'éducation et la santé. En 2014, le pays enregistre une croissance économique record grâce à la production de pétrole, d'uranium et à la diversification de l'économie. En 2015, le Niger adopte son Plan de Développement Économique et Social (PNDES) 2017-2021, prévoyant des investissements dans divers secteurs. Malgré les défis sécuritaires et humanitaires, le Niger connaît une croissance économique en 2019. La pandémie de Covid-19 a toutefois un impact négatif en 2020, entraînant une baisse des prix des matières premières et la suspension de projets d'investissement. En 2021, le Niger poursuit ses réformes économiques pour stimuler la croissance et réduire la pauvreté malgré les défis persistants.



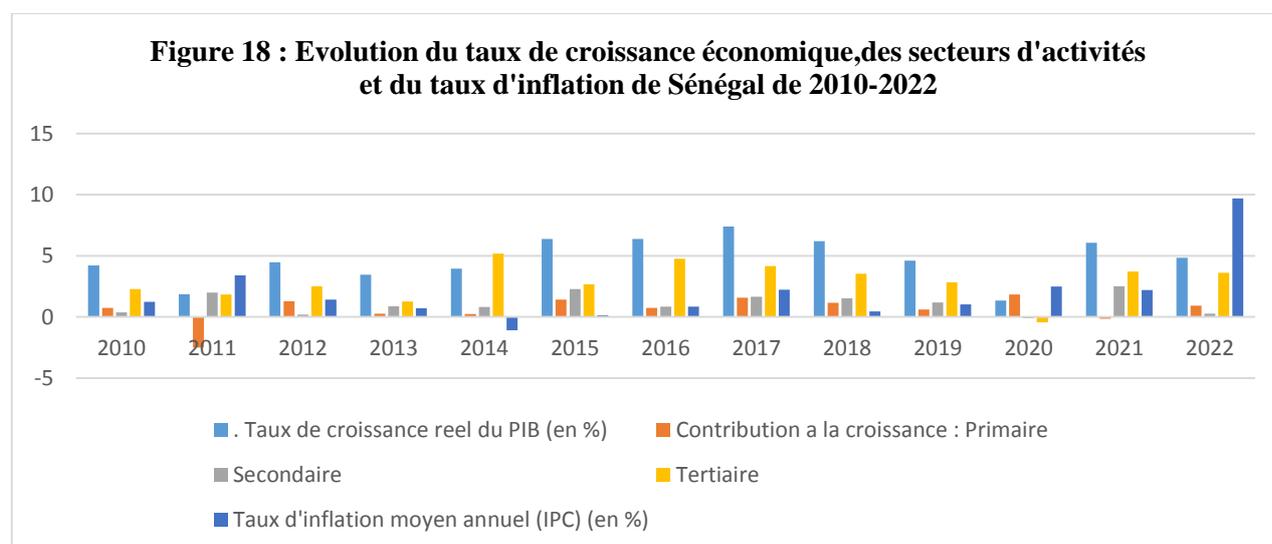
Source : établi par les auteurs avec les données de la BCEAO

4.7 SENEGAL

Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

Le Sénégal, réputé pour sa stabilité politique, sociale et sécuritaire, a néanmoins fait face à d'importants défis sur le plan économique. Son taux de croissance économique est passé de 4,21% en 2010 à 4,84% en 2022, tandis que l'inflation a augmenté de 1,23% en 2010 à 9,7% en 2022, se classant ainsi au deuxième rang des taux les plus élevés de l'UEMOA cette année-là. Les finances publiques ont été impactées par un déficit budgétaire de 6,26% du PIB en 2022 (contre 4,18% en 2010) et un endettement atteignant 47,88% du PIB en 2022 (contre 18,19% en 2010). Bien que les recettes fiscales aient augmenté de 14,98% à 18,09% du PIB entre 2010 et 2022, les comptes de transactions courantes ont affiché un déficit de 14,2% en 2021 (après 19,8% en 2010). La masse monétaire a quant à elle connu une augmentation significative, passant de 551,856 milliards en 2010 à 1862,124 milliards en 2022.

En 2010, le Sénégal adopte le Plan Sénégal Emergent (PSE) visant à moderniser et diversifier son économie. Des investissements sont prévus dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, des infrastructures et du tourisme. En 2014, le pays enregistre une croissance économique record grâce aux investissements dans les infrastructures, l'agriculture et l'industrie. En 2017, le Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) est lancé pour réduire la pauvreté en investissant dans les infrastructures rurales. Malgré les défis, le Sénégal connaît une croissance économique en 2018 et 2019. La pandémie de Covid-19 a néanmoins un impact négatif en 2020, notamment dans le secteur du tourisme. En 2021, le Sénégal poursuit ses efforts pour stimuler la croissance économique et améliorer les conditions de vie de la population, en investissant dans les infrastructures, l'agriculture et l'industrie.



Source : établi par les auteurs avec les données de la BCEAO

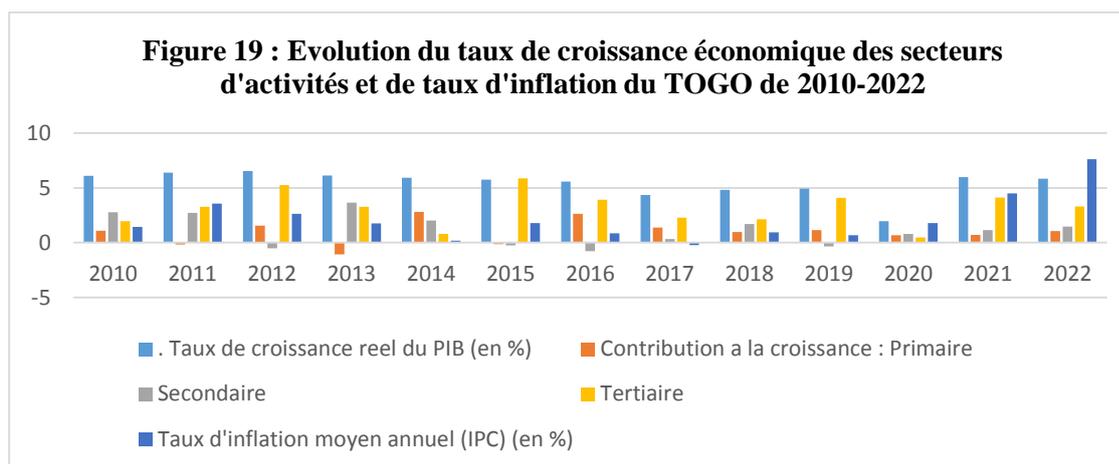
Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

4.8 TOGO

Le Togo, le plus petit pays de l'UEMOA, connu pour sa production de palmistes et de cacao, il représente après le Sénégal l'un des pays les plus politiquement. Le Togo, a connu une croissance économique variable, passant de 6,1% en 2010 à 5,84% en 2022. Malgré une augmentation constante de 2010 à 2012 grâce au Plan National de Développement (PND), l'inflation est passée de 1,45% en 2010 à 7,6% en 2022. Les finances publiques ont été affectées avec un déficit budgétaire global de 8,45% du PIB en 2022, contre un excédent de 0,2% du PIB en 2010. L'endettement a également augmenté, atteignant 23,25% du PIB en 2022, contre 15,34% du PIB en 2010, malgré une hausse des recettes fiscales. Les comptes de transactions courantes ont enregistré un déficit de 1,3% en 2021, après 5,8% du PIB en 2010, et la masse monétaire a augmenté de manière significative, passant de 675,826 milliards de FCFA en 2010 à 2602,723 milliards de FCFA en 2022.

En 2010, le Togo adopte son Plan National de Développement (PND) pour moderniser son économie en investissant dans l'agriculture, les infrastructures, le secteur privé et le climat des affaires. Des privatisations sont lancées en 2012 pour attirer les investissements étrangers. En 2014, le pays enregistre une croissance économique soutenue grâce à l'agriculture, la construction et les réformes. En 2015, le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) est lancé pour stimuler la production agricole. En 2018, le deuxième Plan National de Développement (PND) est lancé, avec des investissements prévus dans l'agriculture, l'énergie, les infrastructures et le tourisme. Malgré les défis économiques liés à la pandémie de Covid-19 en 2020, le Togo poursuit ses efforts pour stimuler la croissance économique et améliorer les conditions de vie de la population, en investissant dans les infrastructures, l'agriculture et l'industrie.

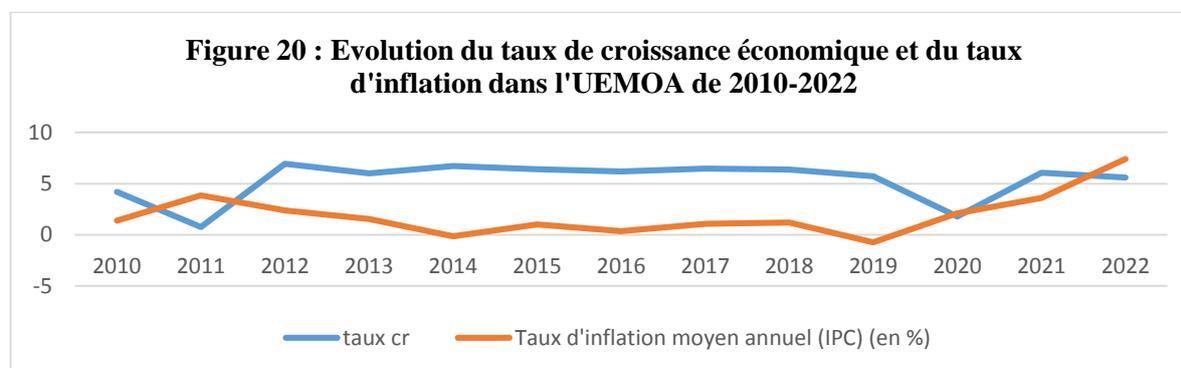
Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA



Source : établi par les auteurs avec les données de la BCEAO.

4.9 Analyse comparée de l'évolution de la croissance économique et de l'inflation dans l'UEMOA de 2010 à 2022

Dans cette partie de la section, nous allons analyser de façon comparée l'évolution de la croissance économique et de l'inflation durant la période 2010 à 2022, en faisant ressortir des liens entre elles, au niveau de la zone de l'UEMOA. L'évolution de ces deux grandeurs est illustrée dans le graphique ci-dessous :



Source : établi par les auteurs avec les données de la BCEAO

✚ De 2010 à 2012 :

Nous constatons une évolution en sens contraire du taux de croissance (baisse et hausse) et du taux d'inflation (en hausse et baisse) coïncidant avec le début de la guerre civile en Côte d'Ivoire (pionnier de l'économie de l'UEMOA), les conflits sociaux au Mali, le coup d'Etat en Guinée Bissau créant ainsi une incertitude économique dans la zone, provoquant la hausse des prix des produits alimentaires, la baisses de la production agricole.

Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

Au bout de l'année 2012 grâce aux programmes de relance économique de l'UEMOA qui visait à stimuler la croissance économique, en améliorant la compétitivité et en réduisant la pauvreté dans la région. Le plan comprenait des investissements dans des secteurs clés tels que l'agriculture, l'énergie, les infrastructures et l'éducation ce qui maintien la courbe de la croissance en hausse et constante jusqu'en 2019. Et une politique monétaire prudente de la BCEAO en imposant un ciblage de l'inflation a 3% au maximum et à 1% au minimum ce qui garda la courbe d'inflation en baisse constante jusqu'en 2019.

De 2019 à 2022 :

Durant cette période, constatons une perturbation des activités économiques et une hausse de l'inflation due à l'apparition de la pandémie du covid-19, la mise en place d'un confinement et les effets de la guerre en Ukraine malgré une tentative de relance économique dans la zone.

En guise de conclure, nous remarquons une hausse soutenue du taux de la croissance économique de 2013 à 2019 maintenue grâce à une discipline fiscale, et une bonne politique monétaire prudente de la BCEAO maitrisant le taux d'inflation à un niveau bas conformément la théorie monétariste et keynésienne indiquant que « la croissance économique est plus forte lorsque l'inflation est faible et stable, et que cela nécessite une maîtrise de la masse monétaire et une discipline fiscale à long terme ». Pour les intervalles d'études de 2010-2013 et 2019-2022 ; nous ne pouvons emmètre des conclusions claires due à une grave perturbation sociale, institutionnelle, sécuritaire et sanitaire qui ont affecté significativement l'économie de la zone durant cette période.

Chapitre 02 : inflation et croissance économique dans l'UEMOA

Conclusion

Au terme de ce chapitre, à travers l'analyse de la zone de UEMOA, nous remarquons dans un premier temps que la variation de l'inflation dépend des facteurs tels que : la production agricole, l'approvisionnement de marché, les cours du pétrole, les cours des produits alimentaires les exportations des produits alimentaires mais aussi de la politique de ciblage de l'inflation de la BCEAO. Dans un deuxième temps, nous constatons que la croissance économique de la zone est plutôt constante malgré des problèmes institutionnels, sécuritaire, sanitaire (Covid-19) et climatique observé dans la plupart des pays de l'union économique monétaire ouest africaine. Toutefois, nous constatons que grâce à la mise en place des certains programmes de développement dans la majorité des pays de la zone ont permis de maintenir la croissance à des niveaux satisfaisant.

**Chapitre 3 : Analyse empirique du lien
entre l'inflation et la croissance
économique au sein de l'union
économique monétaire ouest africaine
(l'UEMOA) de 2010-2022**

Chapitre 03 : Analyse empirique de lien entre l'inflation et la croissance économique au sein de l'UEMOA de 2010-2022

Introduction

Comme le veut la coutume, toute analyse nécessite une étude empirique dans laquelle nous allons essayer de démontrer empiriquement, dans notre cas, l'impact de l'inflation sur la croissance économique. Dans ce chapitre, empirique nous allons effectuer dans un premier temps une analyse en composante principale afin de trier les variables pertinentes. Dans un second temps nous allons présenter la méthodologie, les données et indiquer leurs sources. Dans un troisième temps nous allons modéliser, estimer et interpréter à travers un modèle de régression linéaire en donnée de panel.

SECTION 1 : Analyse en composantes principale (ACP)

L'analyse en composante principale est l'une des méthodes de l'analyse des données. Elle permet aux chercheurs de faire une analyse descriptive des variables, de réduire le nombre de variables et de rendre l'information moins redondante. Effectivement, l'ACP est généralement utilisée en amont d'une régression, voire l'annexe.

En effet, nous faisons recours à cette méthode dans l'objectif de déceler toutes les corrélations élémentaires entre le produit intérieur brut (PIB) d'une part, et les variables macroéconomiques d'autre part. Par la suite, nous allons éliminer toute variable à forte corrélation avec le produit intérieur brut (PIB). Autrement dit, les variables redondantes seront détectées à l'aide de la matrice des corrélations. Cette dernière est un résultat primordial dans ce type d'analyse (ACP). Nous sommes parvenus au résultat suivant :

Chapitre 03 : Analyse empirique de lien entre l'inflation et la croissance économique au sein de l'UEMOA de 2010-2022

Tableau 3 : matrice de corrélations

Variables	PIB	EPG	INV	INF	RT	DPST	m2	exp	imp
PIB	1	0,993	0,98	0,321	0,994	0,981	0,98	0,974	0,99
EPG	0,993	1	0,991	0,389	0,995	0,985	0,988	0,989	0,992
INV	0,98	0,991	1	0,433	0,989	0,983	0,981	0,985	0,994
INF	0,321	0,389	0,433	1	0,362	0,462	0,481	0,474	0,415
RT	0,994	0,995	0,989	0,362	1	0,99	0,986	0,984	0,996
DPST	0,981	0,985	0,983	0,462	0,99	1	0,996	0,984	0,991
m2	0,98	0,988	0,981	0,481	0,986	0,996	1	0,991	0,988
Exp	0,974	0,989	0,985	0,474	0,984	0,984	0,991	1	0,985
imp	0,99	0,992	0,994	0,415	0,996	0,991	0,988	0,985	1

Les valeurs en gras sont différentes de 0 à un niveau de signification $\alpha=0,05$

Source : établi par les auteurs

Le tableau ci-dessus nous donne une visibilité sur toutes les liaisons existantes entre les variables utilisées dans notre analyse. De ce fait, les coefficients de corrélation proches de 1 signifient une forte relation entre les deux variables en question. Cependant, les coefficients proches de 0 nous avisent sur la non liaison des deux variables. Par ailleurs, le signe du coefficient nous informe sur le sens de la liaison entre deux variables.

Ainsi, nous observons une corrélation faible et positive entre le *PIB* et l'*INF*, avec un coefficient de 0.321. Cette faible corrélation s'explique par la relation non linéaire entre le produit intérieur brut et l'inflation. Donc, si le produit intérieur brut nominal augmente, l'inflation diminue et vice versa. De plus nous relevons une corrélation forte et positive entre le *PIB* et toutes les autres variables : 0.993, avec l'*EPG* (l'épargne). De 0.980, avec l'*INV* (les investissements). De 0.994, avec *RT* (recettes totales). De 0.981, avec *DPST* (dépens totales). De 0.980, avec *M2* (la masse monétaire). De 0.974, avec *EXP* (les exportations). De 0.990, avec *IMP* (les importations).

Cercle de corrélations

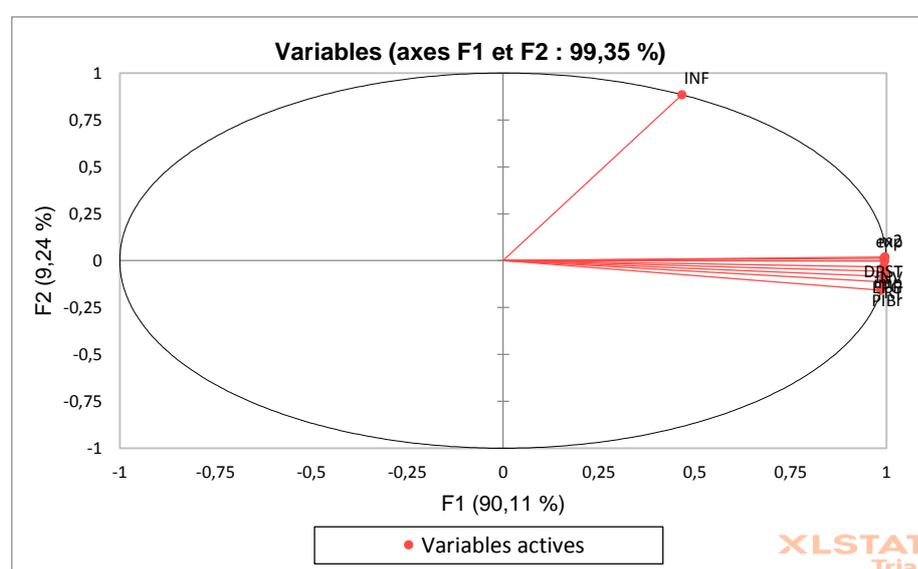
Il correspond à une projection des variables initiales sur un plan à deux dimensions constituées par les deux premiers facteurs. Lorsque les variables sont loin du centre du graphique, nous déterminons plusieurs situations. D'abord, si les variables sont proches les unes par rapport aux autres, alors elles sont positivement corrélées (r proche de +1). Par

Chapitre 03 : Analyse empirique de lien entre l'inflation et la croissance économique au sein de l'UEMOA de 2010-2022

contre, si elles sont situées en orthogonales, les unes par rapport aux autres, nous avançons, donc, qu'elles sont non-corrélées (r proche de 0).

Cependant, si les variables sont symétriquement opposées par rapport au centre, alors elles sont négativement corrélées (r proche de -1). Lorsque les variables sont relativement proches du centre du graphique, alors toute interprétation serait hasardeuse, et il est nécessaire de se référer à la matrice de corrélations pour interpréter les résultats. Toute fois le cercle des corrélations nous permettra de disqualifier certaines variables jugées non pertinente.

Figure 21 : Cercle de corrélations



Source : établi par les auteurs

Dans notre étude, nous remarquons que toutes les variables sont bien représentées sur le cercle de corrélation. Donc l'interprétation sera hasardeuse c'est-à-dire nous ne pouvons pas décider quelles sont les variables à retenir, nous préférons prendre en compte le tableau de corrélation. De ce fait nous optons pour les variables recettes totales et importations.

SECTION 2 : Présentation des données et Méthodologie

Les modèles d'analyse en économétrie, nécessite une méthodologie bien établie selon la problématique et les données à étudier, données de panel, pour notre étude. Comme leur nom l'indique, ces données sont organisées selon deux dimensions d'indexation. L'une de ces dimensions est qualifiée d'individuelle. L'autre dimension est dite temporelle. Elle se

Chapitre 03 : Analyse empirique de lien entre l'inflation et la croissance économique au sein de l'UEMOA de 2010-2022

rapporte au temps, c'est-à-dire aux dates d'observation des unités individuelles. Dans cette partie, nous présenterons nos données et leurs sources, ainsi que la méthodologie à appliquer pour l'estimation du modèle des données de panel.

2.1 Présentation des données

Dans l'objectif d'expliquer l'impact de l'inflation sur la croissance économique dans les huit pays de l'UEMOA entre 2010 et 2022, nous considérons le produit intérieur brut comme le déterminant de la croissance économique, le Taux d'inflation mesurant la variation générale des prix (*inf*), les recettes totales qui prennent en compte les recettes fiscales (*recttes*) et les importations (*imp*). Ainsi notre modèle est composé d'une variable à expliquer (*PIB*) et trois variables exogènes *inf*, *recttes* et *imp*.

Les données des variables *PIB*, *recttes* et *imp* sont aux prix constants et exprimées en milliards de FCFA, tandis que l'inflation est exprimée en pourcentage et proviennent de la base de données de la BCEAO (EDEN).

Justification des variables prises

2.1.1 Le Produit intérieure brut nominal (*PIB*)

Le produit intérieur brut est un agrégat macroéconomique clé qui sert à mesurer la production d'une économie choisie pendant une période donnée, généralement un an. Il permet également d'estimer la croissance économique d'un pays au fil du temps à travers laquelle une comparaison de performance économique se fait entre les pays.

2.1.2 Le taux de l'inflation (*TINF*)

Le taux d'inflation est un indicateur économique qui mesure la variation du niveau général des prix des biens et services dans une économie donnée sur une période de temps. Il représente le taux de croissance en pourcentage de l'indice des prix à la consommation (IPC) ou d'un autre indice des prix qui mesure l'évolution des prix des biens et services achetés par les ménages.

2.1.3 Les recettes totales (*RECTTES*)

Les recettes totales représentent un indicateur important de la santé économique d'un pays et sa capacité à financer les dépenses publiques, qui servent à stabiliser l'économie à réduire la pauvreté, réduire les inégalités et investir dans l'avenir, améliorer la qualité de vie. Elles sont

Chapitre 03 : Analyse empirique de lien entre l'inflation et la croissance économique au sein de l'UEMOA de 2010-2022

l'ensemble des revenus générés par les différentes sources de financement du gouvernement, notamment les impôts, les taxes, les droits de douanes ...etc.

2.1.4 Les importations (*imp*)

Elles désignent (les importations), les biens et services achetés à l'étranger d'un pays par les résidents d'un autre pays. Elles permettent : de contribuer à la production à travers la chaîne d'approvisionnement, de répondre à la demande intérieure, d'élargir la gamme de produits disponibles, accroître les possibilités d'investissement.

2.2 Méthodologique

Dans le but d'analyser l'impact de l'inflation sur la croissance économique dans une zone contenant huit pays sur une période allant de 2010 à 2022 ; nous opterons pour une analyse en donnée de panel du fait de la double dimension des données temporelles et individuelles. Grace précisément à la présence d'observations multiples sur chaque unité, le principal avantage des données de panel reste cependant de permettre l'identification des paramètres et de relations causales qui ne seraient pas identifier dans des données en coupes. C'est dans cet optique que nous opterons une méthodologie de régression linéaire en données de panel car sa modélisation touche aux limites du types de modelé qu'il est possible d'estimer sur la base des techniques linéaires.

2.2.1 Le modèle linéaire simple

Le modèle en données de panel peut s'écrire pour N individus ($i = 1, \dots, N$) et T observations temporelles ($t = 1, \dots, T$), soit $n = N \times T$ observations totales, de la manière suivante :

$$y_{it} = a_{0i} + a_i'x_{kit} + \varepsilon_{it}$$

y_{it} = variable endogène observée pour l'individu i à la période t ,

x_{it} = vecteur des k variables exogènes $x'_{it} = (x_{1it}, x_{2it}, \dots, x_{kit})$; x_{kit} est donc la valeur observée pour la k_{eme} variable exogène pour l'individu i à l'instant t ,

a_{0i} = terme constant pour l'individu i ,

Chapitre 03 : Analyse empirique de lien entre l'inflation et la croissance économique au sein de l'UEMOA de 2010-2022

a'_i = vecteur des k coefficients des k variables exogènes $a'_i = (a_{1i}, a_{2i}, \dots, a_{ki})$, ε_{it} = terme d'erreur.

À partir de cette spécification générale nous pouvons envisager quatre possibilités.

Cas n° 1 : homogénéité totale.

Les constantes a_{0i} et les coefficients a'_i sont tous identiques pour tous les individus, nous avons $a_{0i}=a_0$ et $a'_i = a'$ pour toutes les valeurs de i. Le modèle ne comporte qu'une seule équation estimée sur $n = N \times T$ observations empilées par les MCO (ou les MCG selon la structure de la matrice des variances et covariances des erreurs).

Cas n° 2 : hétérogénéité totale.

Les constantes a_{0i} et les coefficients a'_i sont tous différents pour toutes les valeurs de i, la structure en panel est rejetée. Le modèle doit être estimé équation par équation pour les N équations (une équation ¹⁶par individu) par les MCO (ou les MCG selon la structure de la matrice des variances et covariances des erreurs).

Cas n° 3 : hétérogénéité des coefficients des variables explicatives et homogénéité des termes constants.

Les constantes a_{0i} sont toutes identiques ($a_{0i} = a_0$) pour les individus, mais les coefficients a'_i des variables explicatives sont différents pour chaque individu. Comme au cas n° 2, le modèle doit être estimé sur les N équations (une équation par individu) par les MCO (ou les MCG selon la structure de la matrice des variances et covariances des erreurs).

Cas n° 4 : hétérogénéité des termes constants et homogénéité des coefficients des variables explicatives (le modèle à effets individuels)

Les constantes a_{0i} sont différentes pour les individus, mais les coefficients a'_i des variables explicatives sont constants pour les individus ($a'_i = a'$). Ce modèle est appelé « modèle à effets individuels »

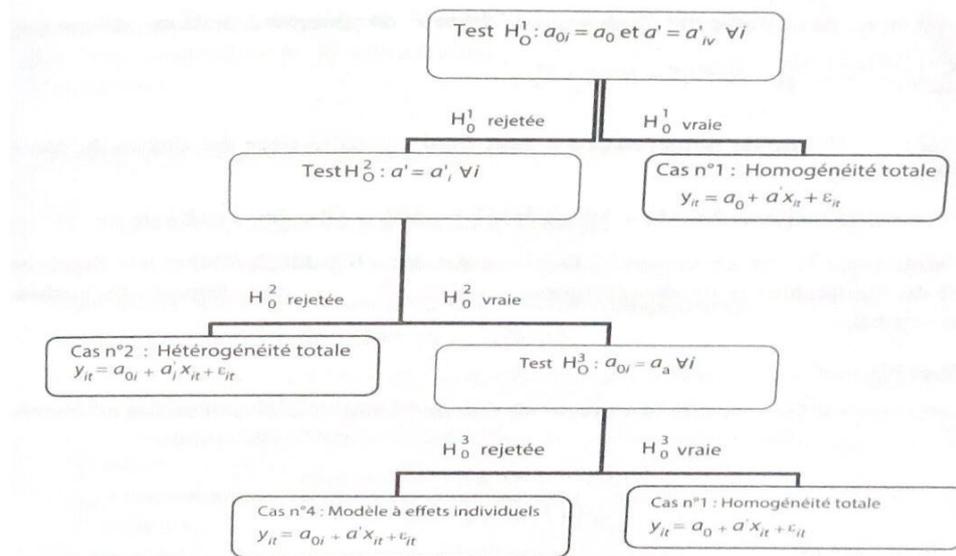
➤ Les Test d'homogénéité

Régis bourbonnais, « Econométrie cours et exercices », paris, DUNOD, 2021

Chapitre 03 : Analyse empirique de lien entre l'inflation et la croissance économique au sein de l'UEMOA de 2010-2022

- Procédure séquentielle de tests

Figure 22 : procédure séquentielle de tests d'homogénéité



Source : économétrie Régis Bourbonnais

- Construction des tests

Les tests d'hypothèse sont construits à partir des statistiques de Fisher (test de Wald de restrictions sur les coefficients).

$$\text{Test } H_0^1 : a_{0i} = a_0 \text{ et } a' = a'_i \forall i$$

Ce test d'hypothèses jointes se ramène à un test de Fisher dont la statistique est donnée par :

$$F1 = \frac{(SCR_{c1} - SCR) / (N - 1) (k + 1)}{SCR / (N \times T - 1) (k + 1)}$$

SCR_{c1} = somme des carrés des résidus du modèle contraint sous l'hypothèse

H_{10} , soit à estimer par les MCO le modèle en empilant toutes les observations.

Le degré de liberté est égal à : $(N \times T = \text{nombre total d'observations}) - (k + 1 = \text{nombre de coefficients à estimer})$. SCR = somme des carrés des résidus du modèle non contraint, elle est égale à la somme des N sommes des carrés des résidus des modèles estimés sur les T observations de chaque équation individuelle, soit $SCR = \sum_{i=1}^N SCR_i$. Le degré de liberté est donc la somme des N degrés de liberté de chaque équation estimée, soit :

Chapitre 03 : Analyse empirique de lien entre l'inflation et la croissance économique au sein de l'UEMOA de 2010-2022

$$ddl = Ni = 1(T - (k + 1)) = N \times T - N(k + 1).$$

Le degré de liberté du numérateur est donc égal à la différence des degrés de liberté de SCR_{c1}

$$\text{et } SCR : ddn = [(N \times T) - (k + 1)] - [(N \times T) - N(k + 1)] = (N - 1)(k + 1)$$

La statistique F_1 est à comparer à la valeur lue dans la table de Fisher aux degrés de liberté du numérateur et du dénominateur. Si $F_1 > F_{\alpha, ddn, ddld}$, nous rejetons l'hypothèse h_0^1 au seuil α .

- Test $H_0^2 : a' = a'_i \forall i$

Ce test d'hypothèses jointes se ramène au test de Fisher dont la statistique est

Donnée par :

$$F2 = \frac{(SCR_{c2} - SCR) / ((N - 1) \times k)}{SCR / (N \times T - N(k + 1))}$$

SCR_{c2} = somme des carrés des résidus du modèle contraint sous l'hypothèse H_0^2 , soit à estimer le modèle à effets fixes individuels. Le degré de liberté est égal à $(N \times T = \text{nombre d'observations}) - (k + N = \text{nombre de coefficients à estimer})$, nous estimons k coefficients et N termes constants.

SCR = somme des carrés des résidus du modèle non contraint. Le degré de liberté du numérateur est donc égal à :

$$ddn = [(N \times T) - (k + N)] - [(N \times T) - N(k + 1)] = (N - 1) \times k$$

La statistique $F2$ est à comparer à la valeur lue dans la table de Fisher aux degrés de liberté du numérateur et du dénominateur. Si $F2 > F_{\alpha, ddn, ddld}$, nous rejetons l'hypothèse H_0^2 au seuil α .

- Test $H_0^3 : a_{0i} = a_0 \forall i$

Ce test d'hypothèses jointes se ramène au test de Fisher dont la statistique est donnée par :

$$F3 = \frac{(SCR_{c1} - SCR_{c2}) / (N - 1)}{SCR_{c2} / (N \times (T - 1) - k)}$$

SCR_{c2} = somme des carrés des résidus du modèle contraint sous l'hypothèse H_0^3 .

SCR_{c1} = somme des carrés des résidus du modèle contraint sous l'hypothèse H_0^1 . Le degré de liberté du numérateur est donc égal à :

$$ddn = [(N \times T) - (k + 1)] - [(N \times T) - (k + N)] = N - 1$$

Chapitre 03 : Analyse empirique de lien entre l'inflation et la croissance économique au sein de l'UEMOA de 2010-2022

La statistique $F3$ est à comparer à la valeur lue dans la table de Fisher aux degrés de liberté du numérateur et du dénominateur. Si $F3 > F\alpha_{ddl_n ; ddld}$, nous rejetons l'hypothèse $H30$ au seuil α .

2.2.2 Spécifications et estimations des modèles à effets individuels

Les modèles à effets individuels supposent que les modèles estimés ne diffèrent par individu que par la valeur de la constante $a_{0i} = a_0 + a_i$. Nous allons distinguer deux cas : les modèles à effets fixes (l'effet individuel est constant au cours du temps) et les modèles à effets aléatoires (le terme constant est une variable aléatoire).

Les modèles à effets individuels peuvent être transposés au modèle à effets temporels, la constante s'écrit alors $a_{0t} = a_0 + a_t$ (cf. Sevestre P., 2002).

2.2.2.1 Modèle à effets fixes individuels

Le modèle en données de panel à effets fixes individuels peut s'écrire de la manière suivante :

$$y_{it} = a_{0i} + a'x_{it} + \varepsilon_{it}$$

y_{it} = variable endogène observée pour l'individu i à la période t ,

x_{it} = vecteur des k variables exogènes $x'_{it} = (x_{1it}, x_{2it}, x_{3it}, \dots, x_{kit})$; x_{kit} est donc la valeur observée pour la $k-i$ e variable exogène pour l'individu i à l'instant t ,

a_{0i} = terme constant pour l'individu i ,

a' = vecteur des k coefficients des k variables exogènes, $a' = (a_1, a_2, \dots, a_k)$,

ε_{it} = terme d'erreur.

La méthode d'estimation des paramètres va dépendre de la structure des termes d'erreurs :

- Si les erreurs sont homoscédastiques, non autocorrélées dans la dimension temporelle $Cov(\varepsilon_{it}, \varepsilon_{it'}) = 0$ pour $t \neq t'$ et dans la dimension individuelle $Cov(\varepsilon_{it}, \varepsilon_{it}) = 0$ pour $i \neq j$: méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO) sur les variables indicatrices (en anglais LSDV = *Least Square Dummy Variable*) ou sur les estimateurs *Within*.
- Si les erreurs sont hétéroscédastiques et/ou autocorrélées dans la dimension temporelle mais indépendantes dans la dimension individuelle : méthode des Moindres Carrés Généralisés (MCG) sur les variables indicatrices (LSDV) ou sur les estimateurs *Within*.

Chapitre 03 : Analyse empirique de lien entre l'inflation et la croissance économique au sein de l'UEMOA de 2010-2022

✓ Estimateur LSDV

L'estimateur LSDV consiste à appliquer la méthode des MCO sur le modèle avec variables indicatrices spécifiques pour chacun des N individus. Nous construisons donc N variables indicatrices tel que : $D_i = 1$ pour l'individu i et 0 pour les autres.

$$\text{Le modèle s'écrit : } y_{it} + a_0 + a_{01}D_1 + a_{02}D_2 + \dots + a_{0N}D_N + a'x_{it} + \varepsilon_{it}$$

Pratiquement, nous estimons le modèle par les MCO ou les MCG si les erreurs sont hétéroscédastiques ou/et autocorrélées. Nous pouvons ensuite calculer les coefficients $a_{0i} = a_0 + a_i$ du modèle initial, la valeur de la constante a_0 étant égale à la moyenne des coefficients a_i estimés.

✓ Estimateur *Within*

L'estimateur *Within* (estimateur intra-individuel) consiste à centrer préalablement toutes les variables à expliquer et explicatives sur leurs moyennes individuelles et à appliquer la méthode des MCO (ou MCG si les erreurs sont hétéroscédastiques ou autocorrélées) sur le modèle ainsi transformé :

$$(y_{it} - \bar{y}_i) = a'(x_{it} - \bar{x}_i) + \varepsilon_{it} \text{ Pour } i = 1, \dots, N \text{ et } t = 1, \dots, T.$$

Après l'estimation des coefficients a' les coefficients fixes individuels a_{0i} s'obtiennent par les relations :

$$\hat{a}_{01} = \bar{y}_1 - \hat{a}'\bar{x}_1; \hat{a}_{02} = \bar{y}_2 - \hat{a}'\bar{x}_2; \dots; \hat{a}_{0N} = \bar{y}_N - \hat{a}'\bar{x}_N$$

Nous calculons ensuite les coefficients $a_{0i} = a_0 + a_i$ du modèle initial comme précédemment. Cette méthode d'estimation conduit exactement aux mêmes résultats que la méthode LSDV.

2.2.3 Le modèle à effets aléatoires

✓ Présentation du modèle à effets aléatoires

Le modèle à effets aléatoires suppose que la relation entre la variable à expliquer et les variables explicatives ne soit plus fixe mais aléatoire, l'effet individuel n'est plus un paramètre fixe a_{0i} mais une variable aléatoire.

Le terme d'erreur se décompose de la manière suivante :

$$\varepsilon_{it} = a_{0i} + \lambda_t + v_{it}$$

D'où le nom donné aussi à ce type de modèle : modèle à erreur composée (*error components model*). Les a_{0i} représentent les effets individuels aléatoires, la variable aléatoire λ_t représente

Chapitre 03 : Analyse empirique de lien entre l'inflation et la croissance économique au sein de l'UEMOA de 2010-2022

les effets temporels identiques pour tous les individus et enfin v_{it} est un terme d'erreur qui est orthogonal aux effets individuels et temporels.

En outre, nous faisons les hypothèses suivantes concernant les variables aléatoires a_{0i} , λ_t et v_t : espérances nulles, homoscélasticités, indépendance temporelle et orthogonalité entre les trois composantes.

Dans le cas simple où l'effet temporel n'existe pas ($\lambda_t = 0$), le modèle à effets aléatoires individuels s'écrit alors :

$$y_{it} = a_0 + a'x_{it} + \varepsilon_{it} \text{ Avec } \varepsilon_{it} = a_{0i} + v_{it}.$$

Ou encore $y_{it} = a_0 + a_{it} + a'x_{it} + v_{it}$. Le coefficient a_0 est un coefficient fixe identique pour tous les individus.

✓ Estimation du modèle à effets aléatoires

La méthode d'estimation adéquate est celle des MCG car la composante aléatoire a_{0i} est présente dans ε_{it} et $\varepsilon_{it'}$, d'où $Cov(\varepsilon_{it}, \varepsilon_{it'}) \neq 0$. Nous avons donc une autocorrélation des erreurs (cf. Sevestre 2002).

On démontre que l'estimateur des MCG se ramène à une moyenne pondérée des estimateurs *Within* (présenté précédemment) et *Between*. L'estimateur *Between* (estimateur inter-individuel noté \hat{a}_{Bet}) est l'estimateur des MCO appliqué sur le modèle dont les données sont les N moyennes individuelles des variables à expliquer et explicatives :

$$\bar{y}_i = a_0 + a_{0i} + a'\bar{x}_i + \bar{v}_i \text{ Pour } i = 1, \dots, N.$$

L'estimateur des MCG est donné par : $\hat{a}_{MCG} = \Delta \hat{a}_{Bet} + (1 - \Delta) \hat{a}_{LSDV}$

La valeur des poids Δ , une matrice de dimension (k, k) , est inversement proportionnelle à la matrice des covariances de \hat{a}_{Bet} .

L'introduction d'effets individuels aléatoires permet donc de combiner une spécification intermédiaire entre le modèle sans effet individuel et le modèle avec effets fixes. La structure du panel n'est ni totalement homogène, ni totalement hétérogène.

2.2.4 Le test de Hausman

Le test d'Hausman est un test de spécification qui permet de déterminer si les coefficients des deux estimations (fixes et aléatoires) sont statistiquement différents.

Chapitre 03 : Analyse empirique de lien entre l'inflation et la croissance économique au sein de l'UEMOA de 2010-2022

Sous l'hypothèse nulle H_0 d'orthogonalité entre les variables explicatives et le terme d'erreur du modèle à effets aléatoires, les deux estimateurs – *Within* et MCG – sont des estimateurs non biaisés et dans ce cas il ne doit pas y avoir de différence significative entre les estimations *Within* et MCG des différents coefficients.

La méthode des MCG est alors retenue : le modèle est à effets aléatoires. Soit le test d'hypothèses :

$$H_0 : \hat{a}_{LSDV} - \hat{a}_{MCG} = 0 \rightarrow \text{le modèle est à effets aléatoires}$$

$$H_1 : \hat{a}_{LSDV} - \hat{a}_{MCG} \neq 0 \rightarrow \text{le modèle est à effets fixes}$$

Nous calculons la statistique :

$$H = (\hat{a}_{LSDV} - \hat{a}_{MCG})' [\text{Var}(\hat{a}_{LSDV}) - \text{Var}(\hat{a}_{MCG})] - \mathbf{1}(\hat{a}_{LSDV} - \hat{a}_{MCG})$$

La statistique H est distribuée selon un chi-deux à k degré de liberté. Si $H > \chi^2(k)$ pour un seuil α % fixé, nous rejetons l'hypothèse H_0 , l'estimateur LSDV (*Within*) est non biaisé, nous rejetons alors la spécification à effets aléatoires et nous choisissons un modèle à effets fixes individuels.

SECTION 3 : Présentation et estimation des modèles

Avant de commencer à estimer le modèle à effet fixe au à erreurs composées (à effets aléatoires) nous allons premièrement effectuer un test d'homogénéité de modèle linéaire simple ou test de Hsiao qui nous permettra de savoir si les individus (dans notre les pays) ont les mêmes comportements ou non, autrement dit si nous allons estimer une seule équation pour tous les individus (pooled model) ou bien chaque individu a sa propre équation (modèle à effet individuel).

- **Le modèle linéaire simple :**

Comme nous l'avons écrit plus haut c'est un test qui se fait en trois étapes avec un modèle approprié à chaque étape à confirmer sous une alternative des hypothèses suivant la statistique F de Fischer calculé comparé à seule tabulée selon le nombre k des variables et le degré de liberté et/ou la probabilité associé à chaque modèle comparer à 0.05.

Le modèle est le suivant :

$$pib_{it} = a_{0i} + a_{1t}inf_{1it} + a_{2i}recttes_{2it} + a_{3i}imp_{3it} + \varepsilon_{it}$$

Chapitre 03 : Analyse empirique de lien entre l'inflation et la croissance économique au sein de l'UEMOA de 2010-2022

Avec : pi_{it} = variable endogène observée pour le pays i à la période t ,

inf_{1it} , $recttes_{2it}$, imp_{3it} = les trois variables exogènes sont donc les valeurs observées pour les pays i à l'instant t ,

a_{0i} = terme constant pour le pays i ,

a_{1i} , a_{2i} et a_{3i} , les coefficients des variables exogènes selon le pays i

ε_{it} = terme d'erreur, avec $i = 1, \dots, 8$ et $t = 1, \dots, 13$.

Figure 23 : test de Hsiao

```
. di in y " SCR1C = " in gr `SCR1C`  
SCR1C = 3.597e+08  
.  
.  
. di in y " SCR1CP = " in gr `SCR1CP`  
SCR1CP = 65042593  
.  
.  
. di in y "F1 = " in gr `F1`  
F1 = -10.790493  
.  
.  
. di in y "F2 = " in gr `F2`  
F2 = -1.5643008  
.  
.  
. di in y "F3 = " in gr `F3`  
F3 = 46.598823  
.  
.  
.  
. di in y "PvalF1 = " in gr `PVF1`  
PvalF1 = .  
.  
.  
. di in y "PvalF2 = " in gr `PVF2`  
PvalF2 = .  
.  
.  
. di in y "PvalF3 = " in gr `PVF3`  
PvalF3 = 2.959e-24
```

Source : établi par les auteurs avec le logiciel stata

Le logiciel stata sous la commande de test de **Hsiao**, nous a fourni un ensemble des résultats selon lesquels le $F1 = -10,79$, $F2 = -1.56$ et $F3 = 46.59$ statistiques du modèle 1, 2 et 3 avec leurs probabilités respectives sont calculées. La P-value du modèle 1 $PvalF1=0$, et la P-value du modèle 2 $PvalF2=$ sont toutes inférieure à 0.05 qui confirment l'hypothèse d'hétérogénéité des coefficients et la $PvalF3=2.95e^{-24}$ donc inférieure à 0,05 c'est à dire le modèle est à effets individuels.

Chapitre 03 : Analyse empirique de lien entre l'inflation et la croissance économique au sein de l'UEMOA de 2010-2022

Il est évident avant de d'estimer le modèle à effet fixe de calculer la variance intra individuelle ou within (temporelle) et la variance inter-individuelle ou between (individuelle) et ensuite estimer le modèle à effet fixe.

Tableau 4 : calcul de la variance intra individuel et interindividuel

```
. xtsum pib
```

Variable		Mean	Std. Dev.	Min	Max	Observations
pib	overall	9321.799	8626.126	465.162	43681.51	N = 104
	between		8426.191	745.7797	28537.74	n = 8
	within		3417.791	-2473.919	24465.58	T = 13

Source : établi par les auteurs avec le logiciel stata

La moyenne du *PIB*, sur l'ensemble de l'échantillon est de 9321.799. La variance inter-individuelle (between) est égale à 8426.191^2 , alors que la variance intra individuelle (temporelle) est égale à 8609.148^2 sur une variance totale de 3417.791^2 , soit 94% de la variance totale. Ceci s'explique par l'importance de la dimension individuelle dans notre échantillon par rapport à la dimension temporelle.

• Les modèles à effets fixe

Dans l'exemple qui suit, on estime l'impact de l'inflation sur la croissance économique, sur un panel complet de 8 pays de la région UEMOA, observés sur la période 2010-2022. La variable dépendante mesure le produit intérieur PIB_n . L'inflation est exprimée en pourcentage. On retient deux variables de contrôle : les recettes, et les importations. Le modèle théorique s'écrit, comme suit :

$$y_{it} = a_i + a_1 inf_{it} + a_2 recttes_{it} + a_3 imp_{it} + \varepsilon_{it}$$

Pour $i = 1, \dots, 8$ et $t = 1, \dots, 13$

Tableau 5 : estimation du modèle à effet fixe

```
. xtreg pib inf recttes imp ,fe robust
```

Fixed-effects (within) regression		Number of obs = 104			
Group variable: id		Number of groups = 8			
R-sq: within = 0.9459		Obs per group: min = 13			
between = 0.9626		avg = 13.0			
overall = 0.9527		max = 13			
		F(3,7) = 48.95			
corr(u_i, Xb) = 0.6294		Prob > F = 0.0000			
(Std. Err. adjusted for 8 clusters in id)					
pib	Coef.	Robust Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]
inf	-21.94128	17.76445	-1.24	0.257	-63.94753 20.06496
recttes	4.934604	.6994609	7.05	0.000	3.280642 6.588566
imp	.3908508	.3000662	1.30	0.234	-.318693 1.100395
_cons	864.9709	747.2449	1.16	0.285	-901.9825 2631.924
sigma_u	2327.3766				
sigma_e	836.29105				
rho	.88564825	(fraction of variance due to u_i)			

Source : établi par les auteurs avec le logiciel stata

Chapitre 03 : Analyse empirique de lien entre l'inflation et la croissance économique au sein de l'UEMOA de 2010-2022

Les résultats d'estimation obtenus par le modèle à erreurs composées ne sont pas meilleurs que ceux obtenus par le modèle à effets fixes, car y a toujours les coefficients associés à inflation et aux importations qui ne sont pas significatifs. En effet, le coefficient associé aux recettes est significatif, au seuil conventionnel de 5%. Cela laisse penser que l'hypothèse d'absence de corrélation entre le terme aléatoire individuel α_i et les variables explicatives du modèle n'est pas à 100% vérifiée. Il pourrait s'en suivre des estimations biaisées. Le test de Hausmann développé à la dernière partie, devrait confirmer ces présomptions. Toutefois, cette défaillance statistique peut également s'expliquer par le problème d'endogénéité de la variable (*inf*).

- **Le test de Hausman**

Tableau 7 : test de Hausman

```
. hausman fixed .
```

	Coefficients		(b-B) Difference	sqrt(diag(V_b-V_B)) S.E.
	(b) fixed	(B) radom		
inf	-21.94128	-26.57265	4.631364	.
recttes	4.934604	4.951658	-.0170539	.
imp	.3908508	.4321045	-.0412537	.0088802

b = consistent under Ho and Ha; obtained from xtreg
 B = inconsistent under Ha, efficient under Ho; obtained from xtreg

Test: Ho: difference in coefficients not systematic

chi2(3) = (b-B)' [(V_b-V_B)^(-1)] (b-B)
 = 5.22
 Prob>chi2 = 0.1561
 (V_b-V_B is not positive definite)

Source : établi par les auteurs avec le logiciel stata

Le test de Hausman confirme l'hypothèse d'absence de corrélation entre le terme aléatoire α_i et les variables explicatives du modèle. (P-value= 0.1561% >5%). Le test de Chi-Deux (5.22) est à 3 degrés de libertés car il y'a sous H_0 , 3 restrictions relatives à l'égalité des coefficients des deux modèles pour les facteurs variables dans le temps (*inf*, *recttes*, *imp*).

En conclusion, nous pouvons dire que les estimateurs du modèle à effets fixes sont biaisés. Il est préférable de retenir ceux du modèle à erreurs composées qui sont sans biais.

- **Interprétations de modèle choisi**

Chapitre 03 : Analyse empirique de lien entre l'inflation et la croissance économique au sein de l'UEMOA de 2010-2022

Comme l'a prouvée le test de **Hausman**, nous opterons pour le modèle à erreurs composées estimé avec l'estimateur Robust qui est représenté ci-dessous.

Sur le plan statistique du modèle à effets aléatoires choisi nous montre que la corrélation entre les effets spécifiques et les variables explicatives est égale à 0 et que les coefficients associés à l'inflation (-26.57, affecté avec un signe négatif) et aux importations (0.4321) ne sont pas significatif au seuil de 5%. Mais que le coefficient associé aux recettes (4.95) est statistiquement significatif au seuil de 5%. La statistique *chi2* (3) de Wald (135.99) est élevée et la p-value petite (0.00) ce qui nous permet de conclure que les variables explicatives (INF, RECTTES, IMP) ont un impact sur la variable dépendante (PIB) et que les coefficients sont globalement différents de 0.

Sur le plan économique nous remarquons que la constante est égale à 761,70 ce qui indique la valeur du PIB lorsque toutes les variables explicatives sont égales à zéro. Taux d'inflation possède un coefficient de -26.57 suggère qu'une augmentation de 1 unité du taux d'inflation est associée à une diminution de 26.57 unités du PIB, toutes choses étant égales par ailleurs. Cela peut suggérer un effet indirect négatif de l'inflation sur le PIB ; conformément aux travaux de **R. Barro** et de **S. Fischer** qui ont soutenu l'idée d'une relation négative entre l'inflation et la croissance économique, mettant en évidence les effets néfastes de l'inflation sur l'investissement, la consommation et la stabilité économique. Quant aux recettes totales, le coefficient de 4.95 indique qu'une augmentation de 1 unité du PIB est associée à une augmentation de 4.95 unités des recettes totales et vice versa, toutes choses étant égales par ailleurs. Cela suggère un effet positif moyen des recettes totales sur le PIB.

Et pour la variable Importations, allouée du coefficient de 0.4321 suggère qu'une augmentation de 1 unité du PIB est associée à une augmentation de 0,4321 unité des importations, c'est aussi réciproque toutes choses étant égales par ailleurs. Cela indique un effet positif moyen des importations sur le PIB car les pays de l'UEMOA sont plus importateurs qu'exportateurs.

Chapitre 03 : Analyse empirique de lien entre l'inflation et la croissance économique au sein de l'UEMOA de 2010-2022

Tableau 8 : modèle retenu (le modèles à effets aléatoire)

```

. xtreg pib inf recttes imp ,re robust

Random-effects GLS regression              Number of obs   =       104
Group variable: id                        Number of groups =        8

R-sq:  within = 0.9459                    Obs per group:  min =       13
        between = 0.9625                  avg =          13.0
        overall = 0.9527                  max =          13

corr(u_i, X) = 0 (assumed)                Wald chi2(3)    =    135.99
                                                Prob > chi2     =     0.0000

                                         (Std. Err. adjusted for 8 clusters in id)

```

pib	Coef.	Robust Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
inf	-26.57265	16.96116	-1.57	0.117	-59.81591	6.670617
recttes	4.951658	.6976647	7.10	0.000	3.58426	6.319055
imp	.4321045	.3135888	1.38	0.168	-.1825183	1.046727
_cons	761.7007	258.8909	2.94	0.003	254.2839	1269.117
sigma_u	2051.9867					
sigma_e	836.29105					
rho	.85756047 (fraction of variance due to u_i)					

Source : établi par les auteurs avec le logiciel stata

Conclusion

Ce chapitre a été divisé en trois parties ; la première partie consistait à effectuer une analyse en composantes principales qui nous a permis d'éliminer les variables impertinents et redondantes de la base de données. La deuxième partie était consacrée à la présentation et la méthodologie qui consistait en somme d'expliquer les variables choisies et leur provenance mais aussi de décrire la méthodologie qui sera appliquée. La dernière partie était consacré à l'application pratique du modèle de régression linéaire en données de panel ce qui nous a plus éclairé sur la 'relation entre l'inflation et la croissance économique dans les pays de l'espace UEMOA.

CONCLUSION GENERALE

Conclusion Générale

L'objectif de ce mémoire est d'évaluer, à travers une analyse empirique l'impact de l'inflation sur la croissance économique dans l'espace UEMOA entre 2010 et 2022. Afin d'apprécier cet effet de l'inflation, nous avons décidé d'ajouter d'autres variables explicatives (recettes totales et les importations) qui peuvent influencer la croissance économique.

Dans le premier chapitre nous avons survolé dans un cadre conceptuel théorique l'inflation et la croissance économique à travers leurs définitions, leurs mesures, leurs causes au moyen des théories émises par des économistes, ensuite nous avons effectué une revue de littérature sur le lien existant entre l'inflation et la croissance économique, afin d'étudier et de confronter les théories et travaux de certains économistes sur la question de la relation entre les deux phénomènes étudiés.

Dans le deuxième chapitre, à travers l'analyse de la zone de UEMOA, nous avons remarqué, dans un premier temps, que la variation de l'inflation dépend des facteurs tels que : la production agricole, l'approvisionnement de marché, les cours du pétrole, les cours des produits alimentaires, les exportations des produits alimentaires, mais aussi de la politique de ciblage de l'inflation de la BCEAO. Dans un deuxième temps, nous avons constaté que la croissance économique de la zone est plutôt constante, malgré des problèmes institutionnels, sécuritaire, « sanitaire » (Covid-19) et climatique, observé dans la plupart des pays de l'union économique monétaire ouest africaine. Toutefois, nous avons constaté que grâce à la mise en place de certains programmes de développement dans la majorité des pays de la zone, cela a permis de maintenir la croissance à des niveaux satisfaisant.

Notre approche utilisée dans cette étude est une régression linéaire en données de panel. Mais, avant l'application de ce modèle, nous avons effectué une analyse en composantes principales (ACP) qui nous a permis d'éliminer des variables impertinentes et redondantes, à travers une matrice de corrélations et un cercle de corrélations qui nous a permis de retenir les variables « recettes totales et importations ». En effet, l'utilisation des données de panel permet de faire une analyse à la fois sur les unités individuelles et temporelles. En utilisant un modèle en régression linéaire en données de panel, nous pouvions contrôler simultanément les effets individuels spécifiques (between) à chaque pays et les effets temporels (within) communs à tous les pays mais aussi d'inclure d'autres variables de contrôles pertinent. Pour ce faire, nous avons procédé en plusieurs étapes ; tout d'abord, nous avons estimé le modèle linéaire simple (pooled model), ensuite effectué le teste d'homogénéité de **HSIAO** afin d'accepter ou de refuser l'estimation d'un modèle empilé. Après la réfutation de l'estimation

Conclusion Générale

empilée, nous sommes passés à la spécification et l'estimation respective d'un modèle à effet fixe et d'un modèle à effets aléatoires, et puis nous avons effectué le **TEST D'HAUSSMAN** afin de choisir le modèle approprié à notre étude, dans notre cas, c'est le modèle à effets aléatoires. Enfin, pour la validité du modèle, nous avons utilisé un estimateur robuste pour éviter une hétéroscédasticité des résidus, l'autocorrélation et l'anormalité des erreurs.

Au bout de nos différentes analyses et interprétations du modèle à effets fixes, nous sommes arrivés à la conclusion que l'inflation impacte négativement la croissance économique conformément à notre première hypothèse émise dans l'introduction. C'est-à-dire, si l'inflation baisse, la croissance économique augmente et vice versa, la non significativité du coefficient de l'inflation sur la production (PIB) s'explique par des raisons économiques plutôt que statistiques notamment, par le problème d'asymétrie de l'information et la non cohérence entre la banque centrale de l'UEMOA (BCEAO) et les Etats membres (INS) en ce qui concerne la politique d'inflation : la banque centrale contrôle l'inflation à travers une politique de ciblage de l'inflation (l'IPC doit être inférieur ou égale 3%) et les Etats membres contrôlent l'inflation à travers l'indice harmonisé de prix à la consommation (IHPC). À tout cela s'ajoute, des attaques terroristes de plus en plus récurrentes dans la zone bloquant ainsi les chaînes d'approvisionnement.

En guise de recommandations, les pays de l'UEMOA devraient scrupuleusement suivre les consignes de la politique de ciblage de l'inflation fixées par la BCEAO pour la gestion de l'inflation dans la zone. Par ailleurs, les pouvoirs publics doivent renforcer la sécurité de la zone, gage d'un environnement favorable à l'investissement et à la croissance économique.

Comme nous le savons tous, l'être humain est imparfait, ses œuvres aussi, nous ne faisons pas exception à la règle. Les limites de notre étude sont plutôt liées à un problème de fiabilité statistique et l'absence des données sur des variables pertinentes au niveau des Etats membres, permettant des estimations précises, mais aussi l'accès à un logiciel performant pour la qualité de l'estimation.

Toutefois, il convient de noter que d'autres modèles de régression panel, tels que le modèle à effets fixes ou le modèle de variables instrumentales, peuvent être approprié pour analyser l'impact de l'inflation sur la croissance économique dans l'UEMOA sur les données de panel lorsque vous avez des observations sur plusieurs unités (pays, régions, entreprises, etc.) et sur une période de temps donnée.

Annexes

Le produit intérieure brut et ses composantes

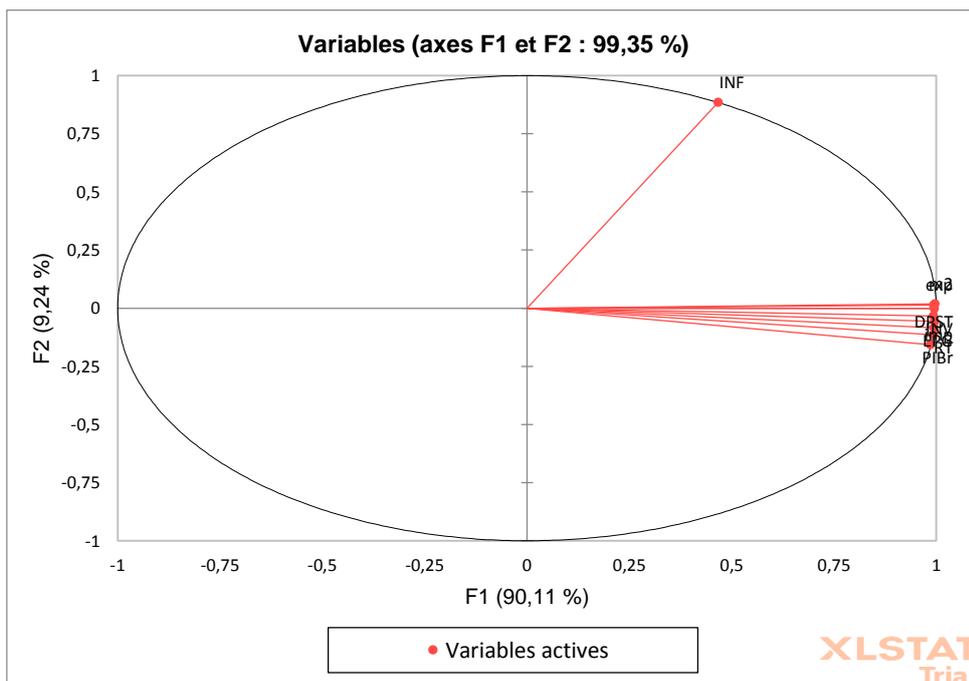
LIBELLE	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
PIB (en milli	46614,968	49151,974	54355,888	58592,532	63542,799	68879,828	73127,608	77354,14	83559,84	89268,27	92823,76	100673,87	111521,62
Poids (%) : Si	22,55	22,78	22,73	21,86	21,91	22,44	23,35	23,05	23,06	22,16	23,15	22,23	22,81
Secteur seco	19,73	20,62	20,62	20,83	21,15	20,52	20,15	20,72	20,28	21,56	21,59	21,62	21,43
Secteur terti	57,72	56,6	56,64	57,31	56,94	57,03	56,51	56,23	56,65	56,29	55,26	56,16	55,76
. Taux de cro	4,18	0,77	6,94	6	6,71	6,42	6,19	6,48	5,6	5,83	1,72	6,1	5,88
Contribution	0,57	-0,95	1,65	0,85	1,9	0,99	1,11	1,16	1,86	0,7	1,05	0,15	1,29
Secondaire	0,52	0,19	0,92	1,68	1,4	1,13	0,56	1,73	1,54	1,93	0,08	1,42	0,87
Tertiaire	2,97	1,48	4,32	3,29	3,77	4	4,53	3,57	2,19	3,2	0,57	4,53	3,72
Epargne inte	6489,31	7406,35	8535,5	9014,1	10522,89	11653,05	12261,49	12932,13	15258,46	16996,57	17000,48	19073,47	21760,17
. Taux d'epar	14,02	15,17	15,78	15,55	16,59	16,94	16,77	16,72	18,26	19,04	18,31	18,95	19,51
Investissem	9023,95	9022,03	11408,14	13361,82	14538,69	16141,23	16605,89	17681,96	20563,06	22054,67	21794,58	25523,29	31396,19
. Taux d'inve	19,5	18,47	21,09	23,05	22,92	23,46	22,72	22,86	24,61	24,71	23,48	25,35	28,15
Taux d'inflat	1,37	3,86	2,37	1,54	-0,13	1	0,35	1,06	1,21	-0,74	2,1	3,6	7,4
Taux d'inflat	3,88	2,49	2,79	0	0,35	1,33	-0,17	1,1	0,8	-0,5	2,18	6	7
Recettes tot	7108,2	7317,9	8735,8	9785,2	10388,1	11603	11947,2	13115,4	13672,88	15512,77	15820,37	17631,42	19247,07
. Recettes to	6220	6364	7793,7	8448,5	9050,2	10292,3	10726,6	11738,6	12225,82	13918,78	14051,14	16155,1	17349,42
. Recettes fis	5527,9	5707,8	6869,7	7389,7	7912,1	8839,9	9338,3	10062,2	10345,1	11684,92	11767,68	13613,53	14774,08
(en % du PIB	11,88	11,13	12,28	12,34	12,16	12,4	12,77	12,71	12,38	13,09	12,68	13,52	13,46
Depenses to	8093,2	8746,4	10020,3	11214,4	11979	13807,8	14571,7	15897,1	16430,73	17574,77	21007,32	23066,73	25855,63
.Depenses cr	5228,2	5835,4	6770,9	6868,6	7510,2	8507,4	9206,4	10077,5	10491,77	11587,33	13396,03	14503,63	15539,18
(en % du PIB	11,46	11,46	12,21	11,86	11,9	12,53	12,79	12,73	12,56	12,97	14,43	14,4	14,81
Exportations	10337,125	11316,668	12798,408	12701,322	13340,494	13996,814	13947,293	15161,309	16269,69	17659,98	18310,9	20722,7	24140,6

Variables	PIBr	EPG	INV	INF	RT	DPST	m2	exp	imp
PIBr	1	0,993	0,980	0,321	0,994	0,981	0,980	0,974	0,990
EPG	0,993	1	0,991	0,389	0,995	0,985	0,988	0,989	0,992
INV	0,980	0,991	1	0,433	0,989	0,983	0,981	0,985	0,994
INF	0,321	0,389	0,433	1	0,362	0,462	0,481	0,474	0,415
RT	0,994	0,995	0,989	0,362	1	0,990	0,986	0,984	0,996
DPST	0,981	0,985	0,983	0,462	0,990	1	0,996	0,984	0,991
m2	0,980	0,988	0,981	0,481	0,986	0,996	1	0,991	0,988
exp	0,974	0,989	0,985	0,474	0,984	0,984	0,991	1	0,985
imp	0,990	0,992	0,994	0,415	0,996	0,991	0,988	0,985	1

Les valeurs en gras sont différentes de 0 à un niveau de signification alpha=0,05

Statistiques descriptives :

Variable	Observations	Obs. avec données manquantes	Obs. sans données manquantes	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart-type
PIB	13	0	13	44157,720	82635,200	61344,703	12971,901
EPG	13	0	13	6489,310	21760,170	12992,613	4731,996
INV	13	0	13	9022,030	31396,190	17624,269	6552,672
INF	13	0	13	-0,740	7,400	1,922	2,104
RT	13	0	13	7108,200	19247,070	12452,716	3837,498
DPST	13	0	13	8093,200	25855,630	15251,160	5510,117
DOE	13	0	13	24,900	35,873	30,722	3,959
m2	13	0	13	11727,738	46161,836	24787,774	11042,335
exp	13	0	13	11005,310	19271,050	14210,446	2557,250
imp	13	0	13	15454,250	32433,090	22384,139	5170,780



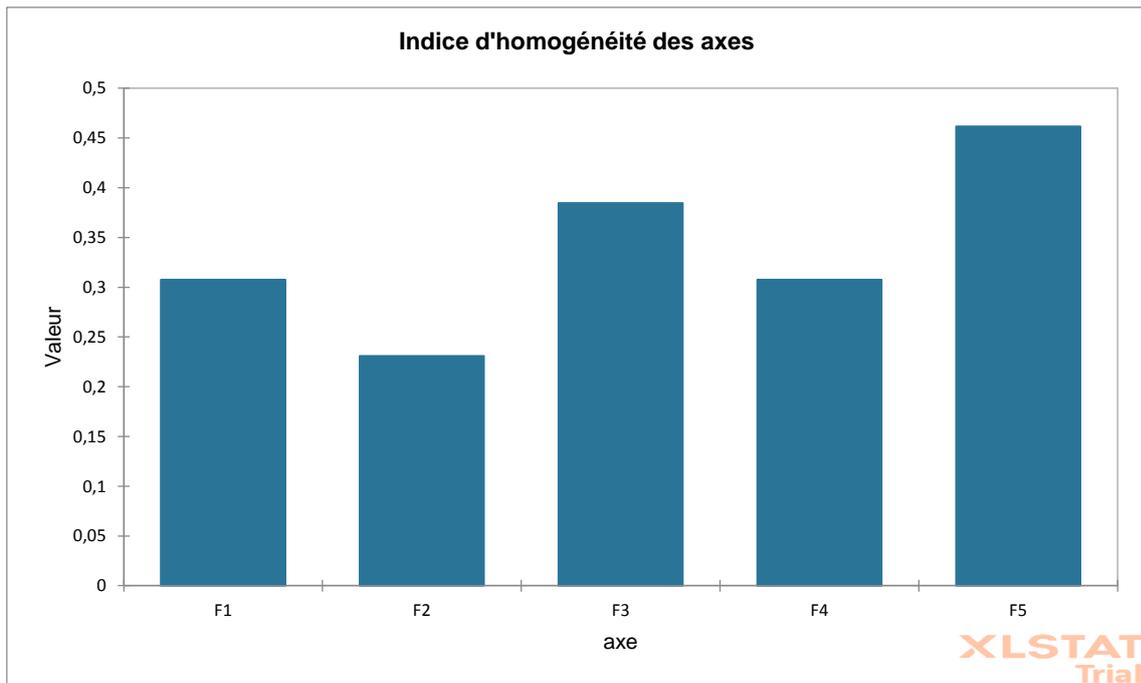
Cosinus carrés des variables :

	F1	F2	F3	F4	F5
PIB	0,971	0,025	0,001	0,000	0,003
EPG	0,988	0,007	0,001	0,001	0,002
INV	0,986	0,001	0,011	0,002	0,000
INF	0,218	0,782	0,000	0,000	0,000
RT	0,985	0,013	0,000	0,000	0,001
DPST	0,991	0,000	0,006	0,002	0,001
m2	0,993	0,000	0,005	0,001	0,000
Exp	0,987	0,000	0,001	0,010	0,001
Imp	0,992	0,003	0,000	0,003	0,000

Les valeurs en gras correspondent pour chaque variable au facteur pour lequel le cosinus carré est le plus grand

Cosinus carrés des observations :

	F1	F2	F3	F4	F5
2010	0,989	0,010	0,000	0,000	0,000
2011	0,826	0,171	0,001	0,001	0,002
2012	0,935	0,061	0,001	0,002	0,001
2013	0,986	0,007	0,002	0,002	0,004
2014	0,851	0,140	0,003	0,001	0,002
2015	0,862	0,095	0,002	0,032	0,000
2016	0,396	0,518	0,006	0,067	0,009
2017	0,099	0,723	0,018	0,066	0,001
2018	0,740	0,218	0,019	0,001	0,019
2019	0,525	0,462	0,005	0,008	0,000
2020	0,963	0,016	0,019	0,000	0,000
2021	0,994	0,002	0,002	0,001	0,001
2022	0,916	0,082	0,001	0,000	0,000



```

. xtreg pib inf recttes imp ,re

Random-effects GLS regression           Number of obs   =    104
Group variable: id                     Number of groups =     8

R-sq:  within = 0.9459                 Obs per group:  min =    13
      between = 0.9625                               avg =   13.0
      overall  = 0.9527                               max =    13

corr(u_i, X) = 0 (assumed)              Wald chi2(3)    =   1706.80
                                           Prob > chi2     =    0.0000

```

pib	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
inf	-26.57265	34.57551	-0.77	0.442	-94.33939 41.1941	
recttes	4.951658	.2639979	18.76	0.000	4.434231 5.469084	
imp	.4321045	.2284764	1.89	0.059	-.0157011 .87991	
_cons	761.7007	770.7365	0.99	0.323	-748.9152 2272.317	
sigma_u	2051.9867					
sigma_e	836.29105					
rho	.85756047	(fraction of variance due to u_i)				

Modèle à effet fixe sans robust

```
. xtreg pib inf recttes imp ,re theta
```

```
Random-effects GLS regression           Number of obs   =    104
Group variable: id                     Number of groups =     8

R-sq:  within = 0.9459                 Obs per group:  min =    13
      between = 0.9625                               avg   =    13.0
      overall  = 0.9527                               max   =    13

Wald chi2(3)           =   1706.80
Prob > chi2            =    0.0000

corr(u_i, X) = 0 (assumed)
theta        = .88768071
```

pib	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
inf	-26.57265	34.57551	-0.77	0.442	-94.33939	41.1941
recttes	4.951658	.2639979	18.76	0.000	4.434231	5.469084
imp	.4321045	.2284764	1.89	0.059	-.0157011	.87991
_cons	761.7007	770.7365	0.99	0.323	-748.9152	2272.317
sigma_u	2051.9867					
sigma_e	836.29105					
rho	.85756047	(fraction of variance due to u_i)				

Modèle à effet aléatoires avec thêta

```
. xtreg pib inf recttes imp ,re robust
```

```
Random-effects GLS regression           Number of obs   =    104
Group variable: id                     Number of groups =     8

R-sq:  within = 0.9459                 Obs per group:  min =    13
      between = 0.9625                               avg   =    13.0
      overall  = 0.9527                               max   =    13

Wald chi2(3)           =   135.99
Prob > chi2            =    0.0000

corr(u_i, X) = 0 (assumed)
```

(Std. Err. adjusted for 8 clusters in id)

pib	Coef.	Robust Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
inf	-26.57265	16.96116	-1.57	0.117	-59.81591	6.670617
recttes	4.951658	.6976647	7.10	0.000	3.58426	6.319055
imp	.4321045	.3135888	1.38	0.168	-.1825183	1.046727
_cons	761.7007	258.8909	2.94	0.003	254.2839	1269.117
sigma_u	2051.9867					
sigma_e	836.29105					
rho	.85756047	(fraction of variance due to u_i)				

Modèle à effet aléatoires robuste

Bibliographie des références

Livres

1. BELATTAF. M (2017), *économie générale*, office de publication universitaires
2. Dees. S (2019), *macroéconomie financière*. DUNOD
3. Goux (2013), *macroéconomie financière*, Economica
4. Greene. W (2012), *économétrie*, (Edition francophones dirigé par Didier Schlachter) Pearson 7^e édition.
5. Jacquemet. B.C. N (2018), *économétrie : méthode et applications*, édition de Boeck université.
6. Jeffrey M. Wooldridge (2018), *l'introduction à l'économétrie, une approche moderne*, « traduction de la 6^e édition américaine ».
7. Keynes, J.M (1936), *Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie*. Cambridge University Press, Royaume-Uni.
8. Krugman. P & wells. R (2014), *macroéconomie* « traduction de la 4^e édition américaine par Laurent Baechler » De Boeck Supérieur s.a 3^e édition.
9. Krugman. P, Obstfeld . M, Melitz . M, Capelle-Blanchart. G, Crozet. M (2013) *Economie Internationale*, Pearson 9^e Edition
10. Mokim. A. N. M (2014), *la croissance économique une perspective africaine*. Paris : l'Harmattan RDC.
11. Régis bourbonnais (2015) *Econométrie cours et exercices corrigés*, Dunod 9^e édition.
12. Régis bourbonnais (2021) *Econométrie cours et exercices corrigés*, Dunod 11^e édition.
13. Sevestre. P (2002), *économétrie des données de panel* « Manuel ». DUNOD
14. Thierry DE MONTBRIAL & Fauchart. E (2009), *Microéconomie-Macroéconomie* « manuels et exercices corrigés », DUNOD 4^e édition.

Articles

1. Alain Trognon (2006), l'économétrie de panels en perspectives, revue économie politique, Vol 113, pages 727 à 748.
2. D. North (1990), « institutions, institutional change and Economic Performance ».
3. Dr Nassira AMIA (2018), Impact des Programmes d'Investissement sur les Performances économiques en Algérie.

4. Dr. Rafika ZIDAT & Dr. Nassira AMIA (2021), Effets de régimes de change sur les variables macroéconomiques en Algérie, revue internationale de la performance économique, vol 04, N° 01, pages : 172.
5. Dr. Rafika ZIDAT & Dr. Nassira AMIA (2021), les taux d'inflation à l'aire de la pandémie (COVID-19), International journal of Economics et Etrategic Management of Business Process (ESMB), vol 20, pp. 1-6.
6. Elbousairi Abdoussadek & Eddassi Mohamed (2019), éducation et croissance économique : une analyse sur des données de panel pour un échantillon des pays à revenu intermédiaire, revue « Repères et Perspectives Economique », Vol.3/N°1/.
7. Estelle Ouellet (2005), guide d'économétrie appliquée pour STATA, ECN 3950 et FAS 3900. Mohamed GOAIED et Seifallah SASSI (2012), économétrie des données de panels sous STATA.
8. Jonas KIBALA KUMA (2018), économétrie appliquée : recueil des cas pratiques sur eviews et STATA (DEA-PTC Economic/Unikin en cours), Centre de Recherche Economies et Quantitatives (CREQ).
9. L'économie mondiale : théorie et réalité « analyse des points de vue régionaux et mondiaux », Revue trimestrielle publiée par l'Unesco, Vol. XXXV, n°3, 1983.
10. UEMOA (2022), Note de cadrage macroéconomique 2022-2026, 3^e édition.

Sites internet

<https://dataportal.opendataforafrica.org/> (05/03/2023)

<https://www.bceao.int/fr/content/la-base-des-donnees-economiques-et-financieres>
(15/05/2023)

<https://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets> (19/04/2023)

<https://unctadstat.unctad.org/FR/Index.html> (20/04/2023)

<https://www.indexmundi.com/commodities/> (09/04/2023)

<https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLs/world-economic-outlook-databases>
(21/03/2023)

<https://www.maxicours.com/se/cours/l-expansion-et-la-recession-economique/> (10/03/2023)

Liste des tableaux

Numéro	Nom	Page
Tableau 1	Indépendance de la banque centrale et niveau d'inflation : 1960-1990	Page 19
Tableau 2	Présentation de l'union économique monétaire ouest africaine (UEMOA)	Page 23
Tableau 3	Matrice de corrélations	Page 48
Tableau 4	Calcul de la variance intra individuel et interindividuel	Page 60
Tableau 5	Estimation du modèle à effet fixe	Page 60
Tableau 6 et 8	Estimation du modèle à effet aléatoires	Page 61
Tableau 7	Test de Hausman	Page 62

Listes des figures

Figure	Nom	Page
Figure 1	Cycle économique	Page 10
Figure 2	Accumulation du capital, progrès technique et croissance économique	Page 13
Figure 3	Explication du progrès dans le modèle de croissance endogène	Page 14
Figure 4	Mécanisme de transmission de l'inflation à la croissance économique	Page 17
Figure 5	Évolution du taux de l'inflation et de l'IHPC dans l'UEMOA de 2010-2022	Page 24
Figure 6	Évolution de l'IHPC par aux produits alimentaires et autres biens	Page 26
Figure 7	Évolutions des cours mondiaux des produits alimentaires (indice 100=2014-2016)	Page 27
Figure 8	Évolutions des cours mondiaux des produits alimentaires (indice 100=2014-2016)	Page 28
Figure 9	Évolution de l'indice volume des exportations des produits alimentaire de l'UEMOA	Page 29
Figure 10	Évolution de la croissance économique avec la contribution des trois secteurs	Page 31
Figure 11	Évolutions des agrégats des finances publiques et de la dette (en % du PIB) de l'UEMOA de 2010-2022	Page 32
Figure 12	Évolutions du taux de croissance économique, des secteurs d'activités et du taux d'inflation de Bénin	Page 34
Figure 13	Évolution du taux de croissance économique, des secteurs d'activités et du taux de l'inflation de Burkina Faso de 2010-2022	Page 36
Figure 14	Évolution du taux de croissance économique, des secteurs d'activités et du taux de l'inflation de la Côte d'Ivoire de 2010-2022	Page 37
Figure 15	Évolution du taux de croissance économique, des secteurs d'activités et du taux de l'inflation de la Guinée-Bissau de 2010-2022	Page 38
Figure 16	Évolution du taux de croissance économique, des secteurs d'activités et du taux de l'inflation de Mali de 2010-2022	Page 39
Figure 17	Évolution du taux de croissance économique, des secteurs d'activités et du taux de l'inflation de Niger de 2010-2022	Page 40

Figure 18	Évolution du taux de croissance économique, des secteurs d'activités et du taux de l'inflation de Sénégal de 2010-2022	Page 41
Figure 19	Évolutions du taux de croissance économique, des secteurs d'activités et du taux de l'inflation de Togo de 2010-2022	Page 43
Figure 20	Evolution du taux de croissance et de l'inflation de l'UEMOA	Page 43
Figure 21	Cercle de corrélations	Page 49
Figure 22	Procédure de test d'homogénéité	Page 53
Figure 23	Test de Hsiao	Page 59

Table des matières

Dédicaces	
Remerciements	
Liste des abréviations	
Sommaire	
Introduction générale.....	1
Chapitre 1 : Cadre théorique de l'inflation et de la croissance économique.....	4
Introduction :	5
SECTION 1 : Cadre conceptuel de l'inflation	5
1.1 Définitions et concepts de l'inflation	5
1.2 Mesure de l'inflation	6
1.3 Causes et conséquences de l'inflation	6
1.3.1 Les causes de l'inflation.....	6
SECTION 2 : Cadre conceptuel de la croissance économique	8
2.1 Définitions et concepts de la croissance économique.....	8
2.2 Mesure et cycles de la croissance économique	9
2.2.1 Mesure de la croissance économique	9
2.2.2 Cycles de la croissance économique	9
2.3 Les théories et croissance économique.....	10
2.3.1 Théorie exogène de la croissance économique :	11
2.3.2 Théorie endogène de la croissance économique :	12
SECTION 3 : Revue de littérature sur le lien entre la croissance économique et l'inflation...	16
3.1 Théorie économique	16
3.2 Etudes Empiriques.....	17
CHAPITRE 2 : Inflation et croissance économique dans l'union économique monétaire ouest africaine (UEMOA).....	21
Introduction	22
SECTION 1 : Aperçu général sur l'union économique monétaire ouest africaine	22
SECTION 2 : Evolution de l'Inflation dans la zone de l'union monétaire ouest africaine (UEMOA).....	24
SECTION 3 : Evolution de la croissance économique dans la zone de l'union monétaire ouest africaine (UEMOA).....	30
3.1 Secteur réel.....	30
3.1 Finances publiques et Dettes	31
3.2 Secteur extérieur et monnaie	32

SECTION 4 : Evolution macroéconomiques des Etats membres de l'union économiques et monétaire ouest africaine (UEMOA)	33
4.1 BENIN	33
4.2 BURKINA FASO	35
4.3 CÔTE D'IVOIRE	36
4.4 GUINEE-BISSAU	37
4.5 MALI	38
4.6 NIGER	39
4.7 SENEGAL	40
4.8 TOGO	42
4.9 Analyse comparée de l'évolution de la croissance économique et de l'inflation dans l'UEMOA de 2010 à 2022.....	43
Conclusion.....	45
CHAPITRE 3 : Analyse empirique de lien entre l'inflation et la croissance économique dans la zone de l'union économique monétaire ouest africaine (l'UEMOA) de 2010-2022	46
SECTION 1 : Analyse en composantes principale (ACP).....	47
SECTION 2 : Présentation des données et Méthodologie	49
2.1 Présentation des données.....	50
2.1.1 Le Produit intérieure brut nominal (<i>PIB</i>).....	50
2.1.2 Le taux de l'inflation (<i>TINF</i>).....	50
2.1.3 Les recettes totales (<i>RECTTES</i>)	50
2.1.4 Les importations (<i>imp</i>).....	51
2.2 Méthodologique.....	51
2.2.1 Le modèle linéaire simple	51
2.2.2 Spécifications et estimations des modelés à effets individuels	55
2.2.3 Le modèle à effets aléatoires	56
2.2.4 Le test de Hausman	57
SECTION 3 : Présentation et estimation des modèles	58
CONCLUSION GENERALE	65
Annexes	68
Bibliographie des références	73
Liste des tableaux	75
Listes des figures	76
Résumé	80

Résumé

L'objectif de ce mémoire est d'analyser l'impact de l'inflation sur la croissance économique au sein de l'UEMOA. Pour analyser cet impact, nous avons utilisé un modèle de régression linéaire en données de panel après une explication théorique des deux phénomènes étudiés et une analyse descriptive de l'évolution économique dans la zone de l'UEMOA entre 2010 et 2022. Cette étude, à travers, un modèle à effets aléatoires, nous a permis de tirer une conclusion selon laquelle l'inflation a un effet indirect négatif sur la croissance économique au sein de l'UEMOA.

Mots clefs : Croissance, Données de Panel, Inflation, UEMOA, Régression Linéaire.

ABSTRACT

The aim of this thesis is to analyze the impact of inflation on economic growth in the UEMOA. To analyze this impact, we used a panel data linear regression model, following a theoretical explanation of the two phenomena under study and a descriptive analysis of economic trends in the UEMOA zone between 2010 and 2022. This study, using a random effects model, enabled us to draw the conclusion that inflation has a negative indirect effect on economic growth within the UEMOA.

Key words: Inflation, Growth, Linear regression, Panel data, UEMOA.

ملخص

الهدف من هذه الرسالة هو تحليل تأثير التضخم على النمو الاقتصادي داخل WAEMU لتحليل هذا التأثير ، استخدمنا نموذج الانحدار الخطي في بيانات اللوحة بعد شرح نظري للظاهرتين المدروستين وتحليل وصفي للتطور الاقتصادي في منطقة WAEMU بين عامي 2010 و 2022. هذه الدراسة ، من خلال ، نموذج التأثيرات العشوائية ، سمح لنا بالتوصل إلى نتيجة مفادها أن التضخم له تأثير سلبي غير مباشر على النمو الاقتصادي داخل الاتحاد الاقتصادي والنقدي لغرب أفريقيا.

الكلمات المفتاحية: النمو ، بيانات اللوحة ، التضخم ، WAEMU ، الانحدار الخطي.